

FORUM ÉCONOMIQUE RUSSO-ALGÉRIEN

# Tebboune courtise les investisseurs russes

En visite d'Etat dans la Fédération de Russie, le Président de la République, n'a eu de cesse de louer l'ouverture économique de l'Algérie, avec son lot de réformes et un climat des affaires assaini. L'Algérie, une terre d'investissements.

P 3



3<sup>EME</sup> EXPOSITION  
ÉCONOMIQUE CHINE-  
AFRIQUE

**Des accords  
de 10 mds de  
dollars prévus**

Le volume des accords potentiels en cours de discussion en prévision de la troisième exposition économique et commerciale Chine-Afrique, qui se tiendra du 29 juin au 2 juillet à Changsha, dans le centre de la Chine, a atteint 10,7 milliards de dollars, a indiqué Shen Yumou, directeur du Département provincial du commerce du Hunan.

P 2

PÉTROLE

**L'AIE prévoit un pic  
de la demande  
mondiale avant la fin  
de la décennie**

L'Agence internationale de l'Energie (AIE) prédit que la demande globale de pétrole atteindra un point culminant «avant la fin de la décennie», selon un rapport annuel publié mercredi qui évoque pour la première fois un pic sur la période.

P 4

DÉVELOPPEMENT LOCAL

**Des programmes  
de mise à niveau  
lancés**

Après avoir bouclé le dossier des zones d'ombre en décembre dernier, le gouvernement poursuit ses efforts pour le développement local, en lançant des programmes complémentaires pour les wilayas accusant du retard en la matière. C'est une démarche cohérente, consistant à mettre à niveau des wilayas, a expliqué Youcef Romane, directeur général des collectivités locales, au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

P 5

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

3<sup>EME</sup> EXPOSITION

ÉCONOMIQUE CHINE-

AFRIQUE

**Des accords de 10 mds de dollars prévus**

Le volume des accords potentiels en cours de discussion en prévision de la troisième exposition économique et commerciale Chine-Afrique, qui se tiendra du 29 juin au 2 juillet à Changsha, dans le centre de la Chine, a atteint 10,7 milliards de dollars, a indiqué Shen Yumou, directeur du Département provincial du commerce du Hunan.

A ce jour, 53 pays africains, 8 organisations internationales et plus de 1.500 entreprises publiques administrées par le gouvernement central, associations commerciales et institutions financières se sont inscrits pour participer à cet événement, est-il souligné.

Dans le cadre du programme de la promotion commerciale entre la Chine et l'Afrique, 21 pays africains sont exemptés de droits de douane pour 98% de leurs exportations vers la Chine.

Selon des données officielles, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a atteint 282 milliards de dollars en 2022, avec des exportations à destination du continent en hausse de 11,2% sur un an à 164,5 milliards de dollars et des importations de produits africains en Chine en progression de 11% à 117,5 milliards de dollars. Au cours des quatre premiers mois, les nouveaux investissements directs de la Chine en Afrique ont atteint 1,38 milliard de dollars, en hausse de 24% sur un an.

R. E.

FINANCEMENT DU PROJET DE DÉBOULEMENT DE LA RN 1

**Adoption prochaine d'une nouvelle approche**

*En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa, le ministre des Travaux publics, Lakhdar Rakhroukh, a annoncé l'adoption prochaine d'une nouvelle approche pour le financement du projet de déboulement de la RN 1 entre les wilayas de Djelfa et Laghouat, sur une distance de 64 km.*

Par R E

**R**akhroukh a assuré, dans ce sens, qu'une nouvelle approche a été adoptée pour la prise en charge des dépenses supplémentaires, engagées au titre de ce projet structurant. S'exprimant en marge d'une visite d'inspection à nombre de projets du secteur, le ministre a indiqué que «cette nouvelle ap-

proche, en cours d'examen entre son ministère et celui des Finances, vise, en sus de la relance des travaux de ce projet stratégique, à accompagner les entreprises nationales de réalisation».

Plus explicite, il a indiqué que cette nouvelle approche, bientôt adoptée, apportera un véritable soutien aux entreprises de réalisation: outil de développement et source de subsistance pour des milliers de familles.

Le ministre qui s'est enquis de l'avance-

ment du projet, a insisté sur l'impérative mise en place, une fois l'approche adoptée, d'un plan pour parachever les travaux dans les plus brefs délais.

Accompagné des autorités locales, le ministre s'est déplacé par train dans un voyage d'essai de la ligne d'Ain Oussera - Djelfa sur une distance de 100 Km, en passant par la gare ferroviaire de la ville de Hassi Bahbah, où il a salué la qualité de réalisation de ces gares.

JOURNÉE INTERNATIONALE DU DON DU SANG

**Les efforts de l'Algérie salués**

**L**es efforts de l'Algérie en matière de promotion du don du sang ont été salués, mardi à Alger, par des représentants d'organismes internationaux, ayant également relevé l'engagement de la société civile pour assurer l'accès des patients au sang. "Je remercie l'Algérie et son Gouvernement pour les efforts consentis en matière d'accès aux soins de santé. L'accès au sang en quantité et en qualité suffisantes est une réalité", a déclaré le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Algérie, Nouhou Amadou, lors de la célébration de la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin), organisée par le ministère de la Santé au niveau de la salle de conférences de la wilaya d'Alger.

L'intervenant a tenu également à "saluer les efforts des associations algériennes des donneurs de sang, notamment celles luttant contre les maladies rares, l'hémophilie et le cancer", rendant "un hommage particulier" à la Fédération algérienne des donneurs de sang avec laquelle l'OMS collabore depuis plus de 20 ans. De même qu'il a relevé "la solidarité" caractérisant la population algérienne lorsqu'il s'agit de faire don de son sang, avant de rappeler "la disponibilité de l'OMS à accompagner et à renforcer les acquis de l'Algérie, y compris s'agissant de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de don du sang ainsi que la stratégie de communication pour la promotion du don du sang". Dans une intervention en vi-

sioconférence, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a tenu, quant à lui, à "remercier" l'Algérie pour avoir abrité, cette année, la célébration de la Journée internationale dédiée au don du sang. Aussi, il a estimé que l'acte de donner du sang "peut rendre service non seulement aux patients, mais également à leurs familles et à leurs communautés", plaidant, à ce propos, pour "œuvrer ensemble afin de permettre l'accès de tous au sang". "Nous savons que l'Algérie est l'un des meilleurs pays d'Afrique en matière de don du sang, ce pourquoi une distinction de mérite lui est décernée, par le biais du ministre de la Santé", a déclaré, de son côté, le Directeur général de la Fédération inter-

nationale des organisations de donneurs du sang (FIODS), Gian Franco Massaro. Tout en félicitant également les responsables de l'Agence nationale du Sang ainsi que la Fédération algérienne des donneurs de sang, il a souligné que la mission de la FIODS consiste à "promouvoir la culture du don de sang au niveau mondial." Commentant le choix de l'Algérie par l'OMS pour abriter les célébrations de la Journée mondiale du don du sang, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a estimé, en marge de cette rencontre, que cela "est une distinction en soi et que cela prouve, encore une fois, que notre pays est sur la voie de prendre une position internationale dans le domaine du développement sanitaire".

R. E.

PRIX NATIONAL D'INNOVATION DE LG ELECTRONICS

**Le projet Aamal, de l'Université USTHB, primé**

**L**e projet gagnant du prix national d'innovation de LG Electronics, organisée dans le cadre du programme "Leaders Generation by LG", auquel ont participé 1.000 étudiants des différentes universités et écoles à travers le pays, a été annoncé mercredi à Alger. Le projet qui bénéficiera d'un accompagnement de trois mois, a été annoncé lors d'une conférence de presse, organisée en présence des membres du jury, dont des responsables de LG Electronics-Algérie et de Indjaz El Djazair, initiateurs du programme "Leaders Generation by LG". Il s'agit du projet Aamal, de l'Université des

sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB), sélectionné parmi trois projets finalistes, axés sur la technologie et ayant un impact sociétal, selon un communiqué des organisateurs. Ces finalistes, retenus comme étant "les plus prometteurs", ont été choisis parmi 23 projets soumis pour évaluation, après un processus "rigoureux", se basant sur deux critères principaux : l'innovation et l'impact du projet sur le volet sociétal et environnemental, souligne la même source. Le projet Aamal est une application dédiée spécialement aux étudiants à la recherche d'un emploi temporaire ou d'une mission,

mais encourage également les employeurs et les étudiants à tisser des passerelles entre eux. Les deux autres projets finalistes sont la plateforme Savio des étudiants de l'Ecole supérieure d'informatique (ESI), qui détecte les chutes et les dangers menaçant les personnes âgées ou les enfants en bas âge et alerte le personnel de garde, et le projet Skin Savers des étudiants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), qui est une crème 100% à base de plantes médicinales présentes en Algérie et destinée à soigner les brûlures cutanées, d'après le communiqué.

R. E.

Quotidien économique

**Les Enjeux** Eco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
**Belmihoub Abdelaziz**

Directeur de publication  
**Radji Zahir**

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

FORUM ÉCONOMIQUE RUSSO-ALGÉRIEN

# Tebboune courtise les investisseurs russes

En visite d'Etat dans la Fédération de Russie, le Président de la République, n'a eu de cesse de louer l'ouverture économique de l'Algérie, avec son lot de réformes et un climat des affaires assaini. L'Algérie une terre d'investissements.

Par Réda Hadi

Lors de ce déplacement, Abdelmadjid Tebboune a supervisé l'ouverture des travaux du Forum économique russo-algérien, durant lequel, il a vanté les opportunités qu'offre l'Algérie dans le domaine économique. Devant les chefs d'entreprises et investisseurs, le Chef de l'Etat, a affirmé que l'Algérie s'est engagée dans un programme de relance économique multi-dimensionnel, et fait de 2023 l'année de la relance économique. Il a souligné que le pays a inscrit la révision du cadre juridique régissant l'investissement au centre des priorités afin d'assurer un climat des affaires idoine. « L'Algérie connaît aujourd'hui une renaissance économique engagée à une vitesse supérieure afin de rattraper le temps perdu et les opportunités d'investissement avec nos amis, avec l'Afrique et la région de la Méditerranée », déclare-t-il, en soulignant l'existence de 1.450 projets industriels en cours de réalisation et la réalisation de 7 milliards de dollars d'exportations hors-hydrocarbures en 2022.

Commentant ces résultats, il a indiqué que ce chiffre, à priori dérisoire, est pourtant un miracle dans la mesure où ces recettes n'ont jamais dépassé pendant 30 ou 40 ans, les 1,7 ou 1,8 milliard USD. L'Algérie entend, à travers sa nouvelle

politique, «s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures, un secteur dont les revenus seront exploités aux seules fins de développement», a-t-il ajouté, rappelant que ce processus, lancé en 2021, a été appuyé par sa décision de porter les exportations algériennes à 7 milliards USD.

Le président de la République a également mis en relief les efforts importants consentis par l'Algérie pour lutter contre la bureaucratie et affranchir, partant, l'investissement des entraves administratives, tout en œuvrant à un rythme soutenu à l'encouragement de l'investissement hors hydrocarbures et à la captation des projets économiques.

La nouvelle loi sur l'investissement a été promulguée – ajoute le président – et des procédures simplifiées pour encourager l'investissement, accélérer le concept d'entrepreneuriat, créer des Start-up et consacrer la tendance à la transformation technologique, à la numérisation et à l'économie du savoir.

Le chef de l'Etat a précisé que de grands efforts ont été faits pour lutter contre la bureaucratie en libérant l'investissement des obstacles de gestion, en appelant le secteur privé national et étranger à initier l'implantation de banques privées en Algérie

Et de confirmé que l'Algérie a mis en place une agence de promotion de l'investissement pour accompagner les opérateurs économiques algériens désireux de lancer leurs projets d'investissement

Et de rappeler, dans ce cadre, que les exportations algériennes hors hydrocarbures «ont atteint en 2022 près de 7 milliards USD et nous aspirons à atteindre, cette année, 13 milliards de dollars, pour marquer ainsi la relance effective du développement» notamment à travers les secteurs de l'industrie agroalimentaire, les start-up et les produits agricoles.

Le Président Tebboune a également affirmé que ce forum est une occasion précieuse pour s'informer sur les potentialités économiques disponibles dans les deux pays.

Evoquant la coopération algéro-russe, le président de la République a souligné que les amis en Russie «ont conscience des moyens importants de coopération disponibles dans les domaines du transfert technologique, du tourisme, de l'agriculture et des sciences».

«Vous êtes devant de réelles opportunités pour explorer les possibilités d'intégration économique dans de nombreux domaines», a lancé le Président Tebboune à l'adresse des participants au Forum, soulignant que l'Algérie «s'apprête, dans les années à venir, à mettre en œuvre un plan d'investissement dans les domaines de l'énergie, des infrastructures de base, de l'agriculture, des produits pharmaceutiques, de l'agroalimentaire et des industries de transformation».

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN RUSSIE

## Un événement historique qui contribuera au développement des relations bilatérales

Le représentant spécial du Président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, a qualifié, mercredi à Moscou, la visite d'Etat qu'effectue le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Russie, d'"événement historique", affirmant qu'elle sera "fructueuse et contribuera au développement des relations amicales" entre les deux pays.

Dans une déclaration à l'APS en marge du Forum économique algéro-russe (SPIEF), M. Bogdanov a indiqué que la visite d'Etat du Président Tebboune en Russie "est un événement historique dans les relations amicales traditionnelles existant entre les deux pays".

Et d'ajouter que "cette visite de haut niveau est très importante vu son programme intensif et la délégation importante qui accompagne le Président Tebboune. Nous sommes convaincus qu'elle sera fructueuse et contribuera au développement des relations amicales traditionnelles et des liens d'amitié et de solidarité liant les deux peuples et les deux pays". Pour rappel, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait entamé mardi une visite d'Etat de trois jours en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine et ce, dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis.

Accompagné d'une importante délégation ministérielle, le Président de la République participe lors de cette visite aux travaux du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF).

R E.

PR BRAHIM GUENDOUZI, ÉCONOMISTE

## «Le marché russe offre d'importantes opportunités»

Une délégation d'hommes d'affaires accompagne le président de la République qui effectue une visite en Russie. Selon le Pr Brahim Guendouzi, économiste, plusieurs secteurs offrent d'importantes opportunités.

« Il y a tout d'abord le secteur agricole où l'expérience russe est très intéressante, notamment dans la production des céréales », indique-t-il, lors de son intervenant, ce mercredi, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio Algérienne. Le Pr Brahim Guendouzi évoque également le secteur de l'hydraulique « qui est essentiel » sachant que l'Algérie a un programme de développement assez consistant dans ce domaine. « Il y a aussi l'industrie manufacturière où il y a énormément de possibilités dans la mécanique et la sidérurgie », ajoute-t-il.

Pour lui, les investissements russes restent en deçà des attentes, mais, précise-t-il, la nouvelle loi sur l'investissement pourrait changer la donne. « Les opportunités sont également importantes en matière d'exportation des produits algériens notamment ceux de l'agriculture où on dispose de beaucoup de produits », fait-il remarquer.

« Le marché russe est preneur, affirme l'économiste en précisant que l'Algérie a un potentiel énorme et qu'il suffit juste de trouver les mécanismes pour pouvoir placer nos produits sur le marché russe », explique-t-il avant d'ajouter qu'« il y a peut être une mise à niveau à faire vu que les réglementations des deux pays sont différentes ».

R E.

TEBBOUNE À MOSCOU

## «Nous avons des relations historiques»

Le Président Abdelmadjid Tebboune, en visite d'Etat en Russie, a qualifié d'historiques les relations avec Moscou, lors d'une rencontre avec le Premier ministre Michouline et la veille de ses pourparlers avec le Président Poutine. L'Algérie compte promouvoir ses relations avec la Russie dans l'agriculture, l'industrie, la culture et d'autres domaines, a déclaré ce mercredi 14 juin à Moscou le Président algérien Abdelmadjid Tebboune,

lors d'une rencontre avec le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline. «Nous avons des relations historiques, elles ne peuvent pas changer même si la situation change dans le monde», a indiqué le chef d'Etat, en notant qu'il était arrivé en Russie dans un contexte politique spécial. «Ces dernières années, nos rapports n'ont pas évolué vite, nous devons les renforcer», a-t-il ajouté. Le Premier ministre russe s'est, pour sa part, félicité de

l'intention d'Alger d'élargir les liens avec l'Union économique eurasiatique (UEEA), qui comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie. «Je suis persuadé que les cinq pays [membres de l'UEEA-ndlr] salueront le resserrement des liens avec l'Algérie dans un vaste éventail de domaines», a indiqué M. Michouline. Le Premier ministre a estimé que la signature de la Déclaration russo-algérienne sur

un partenariat stratégique élargi, programmée pour le 15 juin, marquerait «le passage à un niveau plus élevé de l'interaction» entre les deux pays. Aujourd'hui jeudi, le président Tebboune rencontrera son homologue russe Vladimir Poutine au Kremlin. La rencontre devrait déboucher sur la signature de la Déclaration sur un partenariat stratégique élargi.

Agence

LE MINISTRE RUSSO DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE L'A SOULIGNÉ :

## L'Algérie, un partenaire clé pour la Russie en Afrique

Le ministre russe du Développement économique, Maxim Reshetnikov, a affirmé, hier à Moscou, que l'Algérie est un partenaire clé pour son pays en Afrique, appelant les hommes d'affaires des deux pays à intensifier leurs efforts pour approfondir la coopération économique bilatérale.

Dans une allocution prononcée lors du Forum d'affaires russo-algérien, ouvert par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Reshetnikov a souligné que «le partenariat avec l'Algérie est stratégique», ajoutant que «l'Algérie demeure l'un de nos alliés les plus importants en Afrique».

Relevant une «convergence des vues entre les deux pays sur nombre de questions d'actualité dans les domaines politique et économique», le ministre russe a souligné que «les négociations entre nous se déroulent au plus haut niveau pour donner une grande impulsion à l'action bilaté-

rale dans divers domaines, notamment l'économie et l'innovation».

Dans ce contexte, M. Reshetnikov a insisté sur l'attachement de son pays au processus de renforcement et de diversification des échanges commerciaux avec l'Algérie, soulignant que le volume des échanges bilatéraux a augmenté de près de 70% en 2022.

Parallèlement au développement des relations commerciales, «les investissements sont en hausse continue» dans plusieurs secteurs, dont l'énergie, l'industrie pharmaceutique, les transports et la logistique et les infrastructures, selon le même intervenant qui a exprimé la volonté de son pays de coopérer dans les domaines financiers, notamment le paiement bancaire.

Le ministre a souligné par ailleurs l'importance de poursuivre les concertations pour renforcer la coopération économique à travers les prochains forums économiques notamment le sommet

Russie-Afrique prévu cet été.

Le président de l'association d'affaires russe (Delovaya Rossiya) Alexis Repik a affirmé, pour sa part, l'importance d'approfondir la coopération économique avec l'Algérie qui est l'une des destinations "prioritaires" pour les hommes d'affaires russes «particulièrement en cette conjoncture internationale marquée par des perturbations». Il a exprimé la volonté des hommes d'affaires russes d'élargir le partenariat stratégique à d'autres domaines avec de grandes potentialités qui n'ont pas été pleinement exploitées. A ce propos, il a estimé que le secteur agricole est l'un des domaines à développer dans le cadre de la coopération bilatérale, soulignant que la plupart des produits agricoles algériens sont demandés en Russie et peuvent y être exportés.

Il a exprimé l'intérêt des entreprises russes pour la coopération avec l'Algérie dans le domaine

de l'innovation et des hautes techniques, les technologies russes pouvant contribuer à améliorer la qualité des produits et à développer la production en Algérie. Il a également souligné l'intérêt des hommes d'affaires russes pour l'investissement dans le domaine de l'aviation notamment le fret.

Concernant le climat des affaires en Algérie, le président de "Delovaya Rossiya" a affirmé que grâce au soutien des autorités en Algérie, "les hommes d'affaires se sentent protégés et confiants".

M. Repik a mis en avant l'importance de la coopération dans le groupe BRICS, auquel l'Algérie a fait sa demande officielle d'adhésion, soulignant le rôle de ce groupe qui représente actuellement 41% de la population mondiale, dans la formation d'un monde multipolaire.

Synthèse R E.

## ENVIRONNEMENT

Coup d'envoi  
de la campagne  
nationale  
de nettoyage  
des plages

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a donné, mardi depuis Boumerdès, le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien.

En marge de sa visite de travail et d'inspection à Boumerdes, la ministre a donné le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien, en vue de contribuer à la réussite de la saison estivale.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, Mme Dahleb a souligné l'engagement de son département ministériel à accompagner les différents participants pour la réussite de cette campagne nationale pour ne citer que les associations écologiques, la société civile et les scouts musulmans algériens ainsi que l'ensemble des citoyens.

L'Algérie "fait partie des rares pays à avoir constitutionnalisé le droit du citoyen à vivre dans un environnement propre et sain", a-t-elle dit. La ministre a indiqué avoir chargé l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) de procéder au contrôle de la qualité d'eau des plages à travers 14 wilayas côtières.

Les plages dont les analyses des eaux confirment la non conformité aux normes environnementales seront "fermées immédiatement" aux estivants afin de préserver la santé publique, a fait savoir la ministre qui a annoncé l'affectation d'une enveloppe financière pour la réalisation et l'étude du plan d'aménagement du littoral dans la wilaya de Boumerdès. Par ailleurs, la ministre a souligné les efforts consentis par le ministère de tutelle en matière de généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, à travers 82 infrastructures relevant de son secteur, ajoutant que l'opération a été finalisée, jusqu'à ce jour, dans les wilayas de l'intérieur.

Lors de sa visite, Mme Dahleb a présidé l'approvisionnement de la Maison de l'environnement de wilaya en cette énergie propre, relevant à ce propos l'importance de recourir à ces énergies afin de préserver les ressources naturelles pour les générations futures.

Elle a, par ailleurs, souligné que ses services se dirigent vers "l'adoption d'une stratégie nouvelle de gestion des déchets à travers la mise à jour de la loi régissant cette activité". La ministre a, en outre, évoqué "l'adoption du principe de l'économie circulaire et l'élaboration de mécanismes permettant le décollage de ce secteur", affirmant qu'il "ne serait plus possible d'allouer de vastes espaces à l'enfouissement technique d'une richesse pouvant être exploitée pour contribuer à la promotion de l'économie nationale".

Lors de son déplacement à Reghaia, Mme Dahleb s'est enquis du projet de réduction et de traitement des eaux polluées se déversant dans la réserve naturelle de cette ville (mondialement classée), où une canalisation sera mise en place pour collecter les eaux polluées en vue de les traiter par la suite au niveau de la station de Reghaia.

R. E.

## PÉTROLE

## L'AIE prévoit un pic de la demande mondiale avant la fin de la décennie

L'Agence internationale de l'Énergie (AIE) prédit que la demande globale de pétrole atteindra un point culminant «avant la fin de la décennie», selon un rapport annuel publié mercredi qui évoque pour la première fois un pic sur la période.

Par Slimane T/Agence

«**L**a transition vers une économie de l'énergie propre s'accélère, avec un pic de la demande mondiale de pétrole en vue avant la fin de cette décennie à mesure que les véhicules électriques, l'efficacité énergétique et d'autres technologies progressent», a déclaré Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, dans un communiqué.

Dans son rapport 2023 sur le pétrole, vision à cinq ans du marché, l'AIE estime que la demande mondiale de pétrole va continuer d'augmenter, toutefois la croissance de celle-ci «devrait significativement ralentir d'ici 2028».

C'est plus tôt qu'attendu: dans son précédent rapport «World Energy Outlook» publié en 2022, l'AIE, émanation de l'OCDE basée à Paris, voyait «la demande mondiale de pétrole rebondir malgré des prix élevés, culminer et

se stabiliser après 2035».

## Déclin de la demande de pétrole dès 2024 parmi les pays de l'OCDE

Selon ces nouvelles prévisions de moyen terme à cinq ans, «l'utilisation du pétrole comme carburant de transport devrait décliner» après 2026. Mais ce mouvement de déclin devrait être ralenti par la demande en produits pétrochimiques «en plein essor», et la forte croissance de la consommation dans les économies émergentes qui «compenseront largement» la contraction de la demande dans les économies avancées, souligne l'AIE.

«Les prix élevés de l'énergie et les problèmes de sécurité d'approvisionnement mis en évidence par la crise énergétique mondiale, aggravée par la guerre en Ukraine, accélèrent "la transition vers des technologies énergétiques plus propres», souligne l'AIE. Dans le périmètre de l'OCDE, cela se traduira même par un déclin de la de-

mande de pétrole dès 2024. "Sur la base des politiques gouvernementales actuelles et des tendances du marché, la demande mondiale de pétrole augmentera de 6% entre 2022 et 2028 pour atteindre 105,7 millions barils par jour (mb/j) - soutenus par une forte demande des secteurs de la pétrochimie et de l'aviation", écrivent les experts de l'AIE.

Pour sa part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2023, en dépit d'«incertitudes» sur la croissance économique, selon le dernier rapport mensuel du cartel publié mardi. Pour l'année en cours, la demande en pétrole va rester «inchangée», atteignant 101,91 millions de barils par jour, selon la dernière évaluation de l'Opep, qui révisé ses prévisions tous les mois.

L'Opep anticipe toujours une hausse de 2,3 millions de barils par jour par rapport à

2022, essentiellement tirée par les pays non-membres de l'OCDE. Cependant, «il existe des incertitudes croissantes concernant la croissance économique au second semestre dans un contexte d'inflation élevée persistante, de taux d'intérêt directs déjà élevés et d'un marché du travail tendu», souligne l'Opep.

Les cours du pétrole se sont repliés ces derniers mois, au point que les pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), comptant au total 23 pays, sont récemment intervenus en diminuant leur production pour tenter de les soutenir. Les baisses de production instaurées depuis début mai par neuf pays - dont Ryad, Moscou, Bagdad ou encore Dubaï - pour un total de 1,6 million de barils quotidiens, ont été prolongées jusqu'à fin 2024.

## AÉROPORT HOUARI BOUMEDIENE

## Environ 1,7 million de passagers enregistrés au premier trimestre 2023

Le nombre de voyageurs transitant par l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene a atteint quelque 1,7 million de passagers au cours du premier trimestre 2023, à travers environ 17500 vols nationaux et internationaux, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes.

L'inspection divisionnaire des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene-Voyageurs a enregistré durant le premier trimestre de l'année en cours, sur les vols domestiques, 270.000 passagers au départ et plus de 276.000 passagers à l'arrivée.

Concernant les vols internationaux, cette inspection, qui est un bureau des Douanes spécialisé dans le traitement des voyageurs et des bagages, a enregistré la

sortie de plus 640.000 voyageurs et l'entrée de près de 511.000 au cours de la même période.

Quant à la moyenne quotidienne des passagers traités à la sortie, elle a atteint 7100 voyageurs à la sortie et 5680 à l'arrivée.

Durant l'année 2022, le nombre de voyageurs a dépassé 6,328 millions sur les vols intérieurs (plus d'un million de sorties et 1,112 million entrées) et internationaux (plus de 2 millions de voyageurs au départ et plus de 2 millions d'entrées) contre 668.000 voyageurs en 2021.

La moyenne quotidienne des passagers traités au niveau de la même infrastructure aéroportuaire a totalisé 5800 voyageurs au départ et 5700 passagers à l'arrivée l'année précédente.

Au cours du premier trimestre de

l'année en cours, le nombre de vols a atteint environ 17.500 vols au départ et à l'arrivée répartis sur quelques 8.000 vols nationaux et environ 9500 internationaux.

S'agissant de la moyenne quotidienne des vols traités au niveau du même aéroport, elle a atteint 52 vols au départ et 53 à l'arrivée. Selon les Douanes, le nombre de vols via l'aéroport international Houari Boumediene en 2022 a dépassé les 58.000, à l'arrivée comme au départ, (environ 29.500 vols internationaux et 28.200 vols nationaux) contre plus de 4.000 vols (internationaux seulement en raison de la pandémie) en 2021.

Pour ce qui est de la moyenne quotidienne des vols traités en 2022, elle s'est établie à 41 au dé-

part et 40 vols à l'arrivée. S'agissant du bilan des carnets d'admission temporaires (ATA/A3) au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, l'inspection divisionnaire de l'aéroport d'Alger a recensé 73 carnets (A3) enregistrés, la liquidation de 29 carnets, et 97 carnets (ATA) et la liquidation de 48 carnets.

Le carnet d'admission temporaire est un document de transit douanier international qui permet l'admission en suspension des droits et taxes de douanes en vertu de la convention d'Istanbul de 1990 relative à l'admission temporaire de marchandises vers environ 80 Etats signataires de la convention.

## AÏD EL ADHA

## 1.225 points de vente de bétail à travers le territoire national

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a fait état, mardi, de 1.225 points de vente affectés à la vente de bétail à travers l'ensemble du territoire national en prévision de l'Aïd El Adha, indique un communiqué du ministère.

"En coordination avec les services du ministère de l'Agriculture et les chambres d'agriculture locales, sous la supervision des walis, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe les éleveurs et les citoyens que 1.225 points de vente ont été affectés à la vente de bétail à travers l'ensemble du territoire national", lit-on dans le communiqué.

A Adrar, 16 points de vente de bétail ont été

fixés, à Chlef 42, à Laghouat 16, à Oum El Bouaghi 20, à Batna 2, à Béjaïa 10, à Biskra 33, à Béchar 11, à Blida 29, à Bouira 53, à Tamansasset 11, à Tébessa 3, à Tlemcen 20, à Tiaret 34 et 28 points de vente à Tizi Ouzou. A Alger, le ministère a affecté 102 points de vente, à Djelfa 18, à Jijel 27, à Sétif 67, à Saïda 7, à Skikda 19, à Sidi Bel Abbes 25, à Annaba 8, à Guelma 23, à Constantine 13, à Médéa 20, à Mostaganem 25, à M'Sila 68, à Mascara 30 et 10 points à Ouargla.

Des points de vente de moutons ont également été mis en place à Oran (61), à El Bayadh 19, à Illizi 5, à Bordj Bou Arreridj 25, à Boumerdès 45, à El Taref 27, à Tindouf 2, à Tissemsilt 10, à El Oued 42, à Khenchela 1, à

Souk Ahras 22, à Tipasa 23, à Mila 2, à Ain El Defla 40, à Naâma 17, à Ain Tmouchent 20, à Ghardaïa 1 et 14 points à Relizane.

Cette mesure touchera également les wilayas de Timimoune avec 13 points de vente, Bordj Badji Mokhtar (2), Ouled Djellal (15), Beni Abbes (19), In Salah (1), In Guezzam (1), Touggourt (1), Djanet (2), El Meghaier (3) et Menia (2).

Cette opération intervient en vue d'assurer l'encadrement de la vente de moutons et toutes les conditions nécessaires pour garantir ce rite de sacrifice dans de bonnes conditions sanitaires en prévision de l'Aïd El Adha", conclut le communiqué.

## DÉVELOPPEMENT LOCAL

**Des programmes de mise à niveau lancés**

Après avoir bouclé le dossier des zones d'ombre en décembre dernier, le gouvernement poursuit ses efforts pour le développement local, en lançant des programmes complémentaires pour les wilayas accusant du retard en la matière.

Par Sirine R.

**C'**est une démarche cohérente, consistant à mettre à niveau des wilayas, a expliqué Youcef Romane, directeur général des collectivités locales, au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Elle comporte le lancement de programmes structurants à vocation économique, garantissant un développement socio-économique de la wilaya.

« Après avoir achevé, au mois de décembre dernier, le programme des zones d'ombres pour régler les disparités à l'intérieur même des communes, il fallait aussi régler les déséquilibres qui existent entre les wilayas. C'est pour cela que le président de la République a décidé d'allouer des programmes complémentaires de mise à niveau », a expliqué Youcef Romane. Dans une déclaration à la radio nationale, le responsable a rappelé que « Nous avons commencé par la wilaya de Khenchela, puis Tissemsilt et lors du dernier Conseil des ministres, le programme complémentaire qui sera alloué à la wilaya de Djelfa a été examiné ».

Cette dernière bénéficiera d'une enveloppe d'environ 180 milliards de dinars. Le plus gros sera alloué aux travaux publics, puis à



l'hydraulique, mais aussi aux secteurs de l'éducation et de la santé, pour lesquels la wilaya accuse des retards, explique-t-il. Compte tenu de sa vocation agropastorale, il y a également un programme d'habitat rural qui prévoit la réalisation de 15 mille logements, révèle encore Youcef Romane. Afin de déterminer les besoins de cette wilaya, d'abord, les autorités locales avec l'ensemble des acteurs locaux ont réalisé un diagnostic de manière concertée, à travers une série de réunions et de sorties sur le terrain. Puis il y a eu la visite du ministre de l'Intérieur à Djelfa pour s'enquérir des besoins et des préoccupations de ses habitants. Le programme a ensuite été présenté en Conseil interministériel présidé par le Premier ministre, puis en Conseil du gouvernement,

et enfin en Conseil des ministres.

Le responsable juge cette démarche « cohérente », et précise que « ces programmes complémentaires sont destinés à financer des projets structurants qui vont permettre de redynamiser le développement socio-économique de la région ».

Il a cité, à titre d'exemple, la wilaya de Khenchela, dont la partie sud a bénéficié de forages, d'électrification et d'ouvertures de pistes pour les périmètres agricoles. Un programme global de 100 milliards de dinars, dont la moitié a été dédiée à la réalisation de la desserte ferroviaire reliant Khenchela à Oum El Bouaghi.

Les potentialités locales sont également prises en compte pour le choix des projets à réaliser. Ainsi, « la wilaya de Khenchela étant connue par sa pro-

duction de pommes, un marché de gros dédié à ce fruit a été créé par le ministère de l'Intérieur à travers la caisse de solidarité », indique le directeur général des collectivités locales.

Dans le cas de la wilaya de Tissemsilt, le problème, c'était l'enclavement. Selon le responsable, la moitié du budget, également une centaine de milliards de dinars, a été alloué aux travaux publics. Vient ensuite le secteur des ressources en eau. L'objectif principal du programme complémentaire pour cette wilaya, insiste Youcef Romane, « c'est d'attirer les investisseurs avec des nouvelles infrastructures routières et des zones d'activités ». En somme, d'autres wilayas des hauts-plateaux bénéficieront prochainement de programmes complémentaires.

## GESTION DES FONDS PUBLICS

**Le rôle central de la prévision budgétaire souligné**

Le ministère des Finances a souligné, mercredi dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF), pour une gestion efficace et transparente des fonds publics.

"Le ministère de Finance est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique", est-il indiqué dans le communiqué.

A cet égard, ajoute le même source, "l'estimation des recettes et des dépenses à venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière responsable", ajoutant que cela fournira, également, "une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires".

Rappelant que la LOLF visait à "accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes", le ministère explique que "la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre".

L'objectif visé en consacrant le principe de transparence est "de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques", notant que "cette confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable".

En résumé, indique-t-on dans le communiqué, la prévision joue "un rôle central" dans le cadre de la LOLF, et permet d'"assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques". En effet, la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF) du 02 septembre 2018, modifiée et complétée, met l'accent sur les principes de prévision et de transparence dans la gestion des dépenses publiques, piliers essentiels d'une bonne gouvernance, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'avoir une vision précise de l'utilisation des fonds publics.

Ainsi, la prévision économique joue "un rôle fondamental" dans cette approche axée sur les résultats et revêt "une importance capitale" pour une allocation efficace des ressources, souligne le communiqué, explicitant qu'"en prévoyant les dépenses futures d'une façon précise, l'utilisation des fonds publics sera plus efficace, en évitant les dépenses superflues et en ciblant les investissements prioritaires".

Le ministère des Finances a rappelé que la mise en œuvre des grandes orientations des politiques publiques à travers le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2024-2026, et les diverses dispositions relatives à la préparation de la Loi de finances pour 2024, a permis de consacrer ce principe de planification et de prévision. "Il s'agit d'une démarche réaliste obéissant à la consolidation des mesures décidées par les pouvoirs publics pour assurer la soutenabilité des dépenses publiques, de stimuler l'activité économique et de restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'Etat, à travers de nouveaux instruments introduits par la LOLF permettant d'assurer une meilleure gestion des deniers publics", insiste-t-on dans le communiqué.

Cette démarche adopte "les meilleures pratiques internationales en matière de bonne gouvernance budgétaire", affirme-t-on dans le même texte.

R. E.

## REINSERTION SOCIALE DES DÉTENUÉS

**Cérémonie de lancement de la deuxième phase du projet de coopération PNUD-Algérie**

Le document relatif au lancement officiel de la 2e phase (2023-2027) du projet de coopération tripartite entre le ministère de la Justice représenté par la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, a été signé, mercredi à Alger.

Le document a été signé par M. Said Zreb pour la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, représentant le ministère de la Justice, Mme Blerta Aliko, représentante résidente du PNUD en Algérie et M. Hocine Mezoued, représentant le directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères. M. Zreb a affirmé dans son allocution à cette occasion que ce projet vise à "renforcer la

réinsertion sociale des détenus", rappelant que la première phase de ce projet de coopération tripartite 2014-2022 "a permis de soutenir les efforts de l'Algérie pour le développement de son système pénitentiaire, tout en permettant au pays de bénéficier de l'expertise internationale en termes de pratiques et de programmes de prise en charge et d'accompagnement des détenus".

"Six (6) programmes thérapeutiques psycho-éducatifs spécialisés ont été mis en place durant la période 2014-2022, destinés à la prise en charge des prisonniers violents, des toxicomanes et des récidivistes, en sus d'un programme spécial pour les femmes détenues et celui pour les mineurs et un programme d'orientation au profit des familles des prisonniers, sans oublier le renforcement du rôle de la société civile dans la réinsertion sociale des

prisonniers", a-t-il rappelé. Ce programme "a permis d'augmenter le nombre des associations qui collaborent avec l'administration pénitentiaire, désormais 273 associations nationales et locales, outre la mise en place des mécanismes et des procédures organisationnelles de coopération et d'action commune entre les associations, les services externes et les établissements pénitentiaires", a-t-il ajouté.

La deuxième étape de ce projet portera sur "l'appui au travail des services spécialisés en évaluation et orientation et des services externes à même de garantir une bonne planification et coordination pour la gestion de l'étape d'avant libération et d'intensifier les efforts de tous les intervenants pour éviter toute récurrence criminelle". Il sera également question de "renforcer le processus de prise en charge des détenues

afin de prendre en considération leurs besoins", a-t-il dit. Pour sa part, le représentant du Directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a salué les efforts consentis par les représentants du PNUD, à leur tête Mme Blerta Aliko, ainsi que les ambassadeurs de la Suisse et des Pays-Bas en Algérie pour l'appui apporté par leurs deux Gouvernements travers le financement de la deuxième étape.

Mme Blerta Aliko a exprimé, quant à elle, sa reconnaissance au Gouvernement algérien à travers les ministères des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et de la Justice, pour leur confiance et "le partenariat distingué" développé avec le PNUD.

TLEMCCEN

## Plus de 100 participants à une session de formation nationale sur les métiers traditionnels

Plus de 100 enseignants du secteur de la Formation professionnelle et des artisans participent à une session de formation nationale sur les métiers traditionnels, organisée à Tlemcen, a indiqué lundi, un communiqué de la Direction de la Formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

Cette session, organisée par cette direction à l'Institut national de l'artisanat, de l'hôtellerie et du tourisme, du 11 au 15 juin, comprend un atelier sur le Zelidj (céramique d'art), la forge, la peinture, le ciselage, la décoration, la mosaïque traditionnelle, la dinanderie, la sculpture sur bois et sur plâtre, la maroquinerie, la joaillerie, le soufflage du verre, le tissage et l'habit traditionnel, selon la même source.

Destinée aux formateurs de la filière des métiers traditionnels et aux artisans de 30 wilayas du pays, cette formation est encadrée par des enseignants de la formation et de l'enseignement professionnels, pour inculquer aux participants les techniques modernes de ces métiers, selon le communiqué.

Cette session, intitulée "Formation technique dans le domaine de l'artisanat et des métiers en vue de préserver le patrimoine traditionnel authentique", vise à renforcer les capacités des formateurs et artisans et à développer les compétences techniques dans le domaine de l'artisanat, a noté la même source.

OUM EL BOUAGHI

## Le rôle de l'université dans le soutien de l'économie souligné

Les membres de la délégation de la commission de l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et des affaires religieuses du Conseil de la nation, en visite mardi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, ont mis l'accent sur le rôle important de l'université dans le soutien de l'économie, de l'investissement et de l'entrepreneuriat.

Dans une déclaration à la presse, Mohamed Boubaker, président de cette délégation, en visite de deux jours aux projets et équipements des secteurs de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur, a souligné que l'université constitue "la locomotive de l'économie, de l'investissement et de l'entrepreneuriat" mettant en exergue l'appui apporté par l'université algérienne aux start-ups. Saluant le soutien et l'encouragement de l'Etat aux enseignants et chercheurs, M. Boubaker a appelé à "l'impératif rapprochement entre les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle afin de développer

l'entrepreneuriat, les métiers et l'investissement" et a souligné que cela s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

M. Boubaker a affirmé à ce propos qu'il a été convenu avec le wali Samir Nefla d'élaborer un dossier sur le problème de l'amiante utilisé dans les constructions scolaires et universitaires, pour le soumettre au président du conseil de la nation, en plus de suivre ce dossier en coordination avec les ministères concernés et le premier ministre.

Le rapporteur de la commission Mohamed El Hachemi Debabchi, a déclaré après la visite du centre audiovisuel de l'université Larbi Ben M'hidi que le pré-

sident du conseil de la nation a activé l'article 137 sur l'action de contrôle du conseil. Il a relevé que les années 2022 et 2023 ont connu une activité intense des commissions notamment celle de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses qui s'est rendue dans plusieurs wilayas. La délégation du conseil de la nation se rendra mercredi vers les communes d'Ain Beida, Ain Fakroun, Ain M'lila et Ouled Hamla pour y inspecter des projets et établissements des secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses.

ANNABA : SEYBOUS

## Le séchage de la tomate, thème d'un atelier de formation

Un atelier de formation au séchage de la tomate a été organisé à Annaba en présence d'investisseurs, de chercheurs et d'agriculteurs de la filière activant à travers la wilaya. Organisé à la Chambre de commerce et d'industrie, CCI Seybous, l'atelier a été animé par des experts dans le domaine du séchage en vue de promouvoir les activités agricoles secondaires de la filière tomate, a indiqué la coordinatrice de la formation et représentante de la CCI-Seybous, Mira Yamina Azerdine.

Les participants ont suivi des confé-

rences sur l'itinéraire technique de séchage sous le soleil, les normes de production de la tomate séchée, les facteurs économiques déterminant cette activité et les perspectives de commercialisation et de positionnement sur le marché extérieur. Mostefa Bouhouche, expert, a présenté l'expérience italienne dans le séchage de la tomate, les techniques de culture de la tomate destinée au séchage, le contrôle des cultures, la récolte et le séchage, estimant que l'Algérie possède les atouts naturels et climatiques pour assurer la qualité de la production de tomate séchée. Il a également mis l'accent sur

l'importance du respect des normes de qualité et la pérennité de l'activité pour se positionner sur le marché étranger, soulignant que la production d'un kilogramme de tomate séchée requiert 10 kg de tomate fraîche. Pr. Mohiédine Boumendjel du laboratoire de biochimie et toxicologie de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba a exposé les résultats d'une recherche sur la production de tomate séchée réalisée dans la région de Béni Amar, wilaya d'El-Tarf, assurant que les caractéristiques du sol, les conditions d'irrigation, de production et de séchage sous le soleil existent pour obtenir un produit

de haute qualité. Il a également noté que le séchage de la tomate sous le soleil s'inscrit dans le cadre des activités de l'économie verte et du développement durable et peut se faire au sein de petites et moyennes exploitations répondant aux normes, prévoyant le lancement en 2024 à Béni Amar de la première expérience de séchage au soleil de la tomate.

Cet atelier a été organisé par la Direction du Commerce et de la promotion des exportations et CCI-Seybous en marge de journées d'étude sur la filière tomate à Annaba.

MOSTAGANEM

## Projet d'une nouvelle station de dessalement

La wilaya de Mostaganem prévoit la réalisation d'une nouvelle station de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de production de 30.000 mètres cubes d'eau, ont indiqué, ce mardi, les services de la wilaya.

La même source a indiqué que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia, a tenu, lundi, une réunion en présence de responsables centraux du ministère de tutelle pour s'enquérir des sites choisis pour la réalisation de ce projet d'importance, devant pallier les in-

suffisances en eau potable au niveau de la wilaya de Mostaganem et des wilayas voisines (Chlef et Relizane).

Selon la même source, M. Boulahia a souligné que toutes les facilités nécessaires seront accordées pour achever le projet dans les meilleurs délais, faisant observer qu'une commission de wilaya a été désignée pour effectuer des sorties au niveau des sites sélectionnés afin d'entamer les enquêtes foncières nécessaires et l'approbation du terrain. A noter que la wilaya de Mostaga-

nem dispose, actuellement, d'une usine de dessalement d'eau de mer dans la zone de Sonaghter, à l'ouest de la commune de Mostaganem, d'une capacité de production estimée à 200.000 mètres cubes par jour, soit un taux de 80 pc des besoins de la wilaya, auxquels s'ajoutent les eaux de surface mobilisés du système Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), ainsi que ceux du barrage de Kramis et des eaux souterraines, a-t-on ajouté.

SAISON ESTIVALE À ORAN

## Entrée en service de trois nouveaux établissements hôteliers

La wilaya d'Oran vient d'être renforcée par la mise en service lundi de trois établissements hôteliers en prévision de la saison estivale 2023. Ces nouvelles structures, inaugurées par le wali d'Oran Saïd Sayoud, sont situées dans la ville d'Oran et comprennent un total de 121 chambres et suites, soit un total de 274 lits, outre les services et les loisirs.

Ces hôtels font partie des 12 éta-

blissements classés de 3 à 5 étoiles qui entreront tous en exploitation cet été, ce qui augmentera les capacités d'accueil et générera des postes d'emploi, a souligné le wali dans une déclaration à la presse. Avec ces nouveaux hôtels, Oran dispose de 213 établissements hôteliers de différents classements et une capacité d'accueil de plus de 20.000 lits, a affirmé la Direction du Tourisme et de l'Artisanat de

la wilaya.

Par ailleurs, les plages de neuf communes côtières d'Oran ont bénéficié d'actions d'aménagement, à l'instar des entrées et des parkings, l'éclairage public, l'alimentation en eau potable, l'embellissement de l'environnement et la réhabilitation de certaines voies, dont l'axe reliant Aïn El-Turck et la plage les Andalouses, a-t-on ajouté.

## PIB RUSSE

# Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations pour 2022

Partie 2

Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations du PIB de la Russie pour 2022. Et pourquoi ils pourraient encore se tromper pour 2023...

Par Jacques Sapir

Quatrièmement, le développement d'une politique de substitution des importations. C'est une dimension qui a souvent été ignorée, ou minimisée, dans la capacité de l'industrie russe à continuer à bien fonctionner dans un contexte de sanctions particulièrement sévères. Or, la substitution des importations ne date pas de 2022 mais de 2014 au moins lorsque les premières sanctions industrielles ont été prises, voire avant. La principale motivation pour « substituer » les importations était la prise de conscience que la stabilité du commerce mondial n'était pas assurée et que les chaînes techniques mondiales pouvaient être des sources de vulnérabilité. Cela a été mis en évidence par la première vague de sanctions, qui date de 2014-2017 et renforcée par un bilan de la crise du Covid-19. Mais, on peut aussi se demander si les impératifs géostratégiques n'ont pas été pris en compte dans ce qui apparaît, avec le recul, comme une inflexion forte du modèle de développement de la Russie.

En fait, la substitution des importations a été évoquée pour la première fois dans les années 2000, mais rien de significatif n'a été réellement fait avant le début de la crise financière mondiale de 2008-2009. Dans le contexte de croissance économique alors forte, la Russie avait activement attiré les investissements étrangers directs et localisé la production utilisant des technologies étrangères. Cela avait permis un début de diversification des exportations, correspondant d'ailleurs au modèle canonique du commerce international. Tout cela a pris fin entre 2012 et 2014. Les efforts de diversification industrielle et de substitution aux importations ont commencé et se sont poursuivis après le premier épisode de sanctions. Après la crise du Covid-19, la Russie a développé une politique de substitution des importations qui s'est orientée vers la modernisation technologique et l'augmentation de l'activité innovante des entreprises nationales. Cette tendance s'est évidemment développée après février 2022.

Évidemment, l'élaboration d'une telle politique n'est pas une chose simple et certainement pas une chose qui donne des résultats instantanés. Néanmoins, les augmentations massives de la production dans certaines branches industrielles, comme l'électronique ou l'équipement électrique, ne peuvent s'expliquer que par la substitution des importations. Le taux d'utilisation des capacités de production, bon indicateur de l'activité industrielle, aurait atteint – selon les informations communiquées début 2023 par UNICREDIT – 86 %. Or, en régime « normal », on est généralement autour de 78 % à 82 % (selon les pays). Cela implique que l'activité in-

dustrielle est actuellement très élevée en Russie. Le taux d'utilisation des capacités de production a probablement progressé, peut-être jusqu'à 88 %. Tous ces facteurs expliquent probablement pourquoi les prévisionnistes ont été surpris par la capacité de l'économie russe à résister d'abord aux sanctions, puis à rebondir d'ici la fin de 2023. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire. Une autre partie de l'erreur de prévision pourrait être liée au fait que les prévisionnistes ont attribué toute la divergence de l'économie russe avec la tendance prévue pour 2022 et la baisse du PIB aux sanctions. Ce n'était pas vrai. Si la Russie n'avait pas été la cible de sanctions généralisées, la trajectoire du PIB aurait encore été assez différente de ce qu'elle était avant la guerre.

## Les causes alternatives de la chute du PIB

La Russie, quelle que soit la décision du gouvernement d'utiliser l'euphémisme d'« opération militaire spéciale », est en fait en guerre. Et la guerre a de graves conséquences économiques. Il faut alors essayer d'estimer la perte de croissance du PIB qui n'était pas directement liée aux sanctions. La croissance du PIB de la Russie était prévue par l'IEF avant les sanctions et le début des hostilités en Ukraine à 2,2 %. Le résultat réel a été de -2,1 %. La perte de croissance du PIB pourrait alors s'établir à 4,3 %. Bien sûr, on peut penser que les prévisions de l'IEF étaient assez conservatrices. Mais, la croissance indiquée pour janvier-février 2022 était liée à un important effet de base statistique, les résultats de janvier-février 2021 ayant été particulièrement mauvais en raison de la crise du COVID-19.

On pourrait alors énumérer plusieurs facteurs qui auraient pu affecter le PIB russe en 2022. Le premier étant la réduction de la main-d'œuvre employée ou « force de travail employée ». On peut voir sur la figure 1 trois baisses assez brutales de la population occupée. L'une intervient juste après le début de la guerre (mars 2022) et pourrait être liée à l'émigration des opposants à la guerre, impliquant une perte de 300 000 personnes. La seconde est en septembre, lorsque le gouvernement russe a décidé de mobiliser 300 000 vétérans. Cette mobilisation a été très mal mise en œuvre, un fait reconnu par les universitaires russes. La baisse de 600 000 personnes pourrait alors se diviser probablement en émigration et mobilisation. Un troisième choc de 300 000 personnes s'est produit en décembre mais est probablement lié à l'arrivée des vacances de Noël, le nombre de personnes en emploi ayant bondi de façon spectaculaire en janvier 2023. Cela signifie qu'une perte totale de 900 000 personnes actives a été enregistrée en 2022, soit 1,25% de la population active moyenne pour 2022. Sans cette perte, le nombre moyen de personnes actives en 2022 aurait atteint 72,875

millions de personnes contre 71,716 millions pour 2021. La population active aurait alors augmenté de 1,61%, ce qui impliquerait une hausse de 0,6% de la productivité du travail si les prévisions de croissance pour 2022 avaient été confirmées. La perte de main-d'œuvre pourrait alors expliquer une perte de PIB d'environ 1,0 %. Cela signifie que sur la perte de PIB potentiel de -4,3% (obtenue en comparant la croissance potentielle au résultat réel), près d'un quart pourrait s'expliquer par la perte de la force de travail.

Mais, la perte de travailleurs, qui est le résultat de la guerre et non des sanctions, n'est pas le seul facteur alternatif de la baisse du PIB. Les auteurs russes écrivent sur la désorganisation économique créée par la guerre. Cette désorganisation semble avoir atteint un sommet avec la mobilisation bâclée de septembre 2022. Mais, le fait de chercher (et de trouver) de nouveaux fournisseurs dans le processus décrit par D. Kovalin avait certainement aussi conduit à une sorte de désorganisation. Une estimation prudente de 0,50 % peut être faite. La perte réelle de PIB potentiel due à la perte de travailleurs et à l'impact de la désorganisation aurait alors été de  $1,0\% + 0,5\% = 1,5\%$ , à comparer à la différence entre la croissance du PIB prévue avant la guerre et la croissance réelle ou 4,3 %. L'effet direct des sanctions pourrait alors être estimé à 2,8 % de la croissance du PIB. Sans les autres facteurs décrits ici, le PIB russe aurait probablement été de -0,6 % en 2022.

Mais la perte de main-d'œuvre a été compensée et la désorganisation surmontée. Ces facteurs étaient alors à court terme et n'affecteront probablement pas l'économie russe en 2023.

## Un parti pris idéologique aurait-il pu déformer certaines prévisions ?

La guerre en Ukraine a déchaîné les passions, mais aussi un niveau de haine contre la Russie et tout ce qui est russe inouï auparavant. Ces passions et cette haine auraient-elles pu jouer, même inconsciemment, sur l'esprit de certains prévisionnistes ? Premièrement, des comparaisons ridicules ont été faites entre le PIB de la Russie et celui de l'Italie, comme expliqué dans le National Interest. Ensuite, des prédictions apocalyptiques ont également été faites, et notamment par une équipe dirigée par J. Sonnefeld à l'université de Yale. Mais le raisonnement était peu ou mal sourcé. En effet, il semble devoir beaucoup à l'idéologie et à la propagande. Le professeur J. Galbraith a démystifié la plupart de ses arguments. Sonnefeld est même allé jusqu'à accuser le FMI de « collusion » avec la Russie dans les colonnes de Time Magazine pour avoir publié une prévision pour 2023 qui n'était pas aussi sombre que la sienne. De toute évidence, l'idéologie et la haine ont ici pris le pas sur l'analyse rationnelle. De même, l'étude menée à

la Direction du Trésor par Mme Bénassy-Quéré apporte des éléments de réponse mais n'évite pas non plus le biais de l'idéologie.

Enfin, une autre étude part de l'hypothèse que les chiffres fournis par l'agence russe des statistiques ne sont plus fiables, ou sont truqués, et tente de recourir à des chiffres alternatifs. Cette étude a été menée par deux chercheurs, A. Schmith et H. Sakhno, de la Banque centrale européenne. Ils utilisent des statistiques partielles sur la consommation des ménages, dont certaines ont été collectées par des entreprises privées russes. Cependant, ces données sont extrêmement fragiles. Les chiffres de la consommation dépendent des préférences de consommation et d'épargne, préférences naturellement modifiées par la nouvelle situation. Par ailleurs, l'évolution du PIB est également affectée par d'autres paramètres, notamment en ce qui concerne l'industrie.

Enfin, l'hypothèse d'un passage d'une consommation des ménages centrée sur la consommation individuelle à une consommation centrée sur les biens collectifs (transports, infrastructures...) n'est pas prise en compte. Cela met en évidence la fragilité de cette étude. Ensuite, un article est allé étayer les estimations calculées par les deux chercheurs en utilisant des données satellitaires montrant que la pollution diminuait en 2022 dans certaines régions russes, en déduisant que ce serait la preuve d'une production industrielle largement réduite. Cependant, les informations sont beaucoup moins convaincantes qu'il n'y paraît. L'industrie chimique, l'un des principaux responsables de la pollution de l'air, était en baisse en Russie, les exportations vers les pays de l'UE ayant été largement réduites. La baisse était de -6,7% pour le deuxième trimestre 2022, -4,6% pour le troisième trimestre et -5,9% pour le quatrième. Cela contribuerait à la diminution des satellites de pollution détectés. L'industrie chimique, comme la métallurgie, a un ratio pollution/PIB bien supérieur à la moyenne industrielle. Une baisse de production dans ces activités d'environ -5% engendre une baisse globale de la pollution beaucoup plus importante.

Des affirmations constantes selon lesquelles les données du système statistique russe sont truquées sont régulièrement faites. Ces affirmations nécessitent une vérification pour discerner la propagande des faits (tout gouvernement peut effectivement être tenté de jouer avec les chiffres) et le raisonnement de bonne foi. Ils posent également deux problèmes majeurs, dont les tenants de l'hypothèse de ce trucage systématique et régulier des statistiques russes ne semblent pas avoir conscience.

A suivre

«LAB INNOVA FOR TUNISIA»

## Les start-up tunisiennes en ligne de mire

La 3e édition du projet de formation «ICE Agenzia Lab Innova pour la Tunisie 2023», promu en collaboration par ITA/ICE, Agence italienne pour le commerce extérieur, section pour la promotion des échanges de l'ambassade d'Italie et par ITA/ICE agence- Bureau de formation- Siège central de Rome, a été à Tunis. L'initiative s'inscrit dans le cadre du projet «LAB Innova For Africa», un programme de formation à la gestion de l'Agence ICE lancé en 2019, et mis en œuvre avec succès ces dernières années en Angola, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Mozambique, au Nigeria, au Rwanda, au Sénégal, en Ouganda et en Tunisie, impliquant les années précédentes un total de 275 entreprises africaines axées sur l'agro-industrie ou les TIC selon les différents pays concernés. Le «Lab Innova » pour la Tunisie atteint cette année sa 3e édition, après avoir formé avec succès 40 start-up tunisiennes lors des éditions précédentes.

Comme les années précédentes, le format de cette édition prévoit les phases suivantes : collaboration avec le ministère de la Technologie et des Communications, «Smart Capital» et l'Association tunisienne des start-up pour la préparation de l'avis de sélection : collaboration et accompagnement dans la diffusion de l'appel à candidatures à travers des pôles technologiques locaux spécifiques, identifiés sur la base des secteurs sélectionnés de l'édition «2023 Smart Tunisian Technoparks-El Ghazala» (Tunis) et «Novation City» (Sousse) avec un focus sur l'Agri Tech et la Green Tech, «Medtech», TIC, «Big Data», «Fintech», «Blockchain», «Internet of Things» (IoT), Cyber-sécurité, Intelligence Artificielle (IA), Mobilité.

La phase de sélection a vu la candidature de 51 start-up tunisiennes, parmi lesquelles les 22 participantes à la phase de classe ont été sélectionnées : la phase de classe sera suivie en automne par un voyage d'étude en Italie dans les pôles technologiques, start-up et incubateurs italiens, qui se déroulera dans la région d'Emilie-Romagne et qui sera suivi ensuite par la participation habituelle de la délégation tunisienne à l'événement italien «Smau», un salon qui, avec 50.000 visiteurs chaque année, accompagne depuis plus de 50 ans les entreprises et leurs professionnels de tout l'écosystème de l'innovation : start-up, incubateurs, accélérateurs, partenaires technologiques, administrations publiques, suivant la dynamique de l'innovation.

S.E. L'ambassadeur Fabrizio Saggio ouvrira les travaux de l'édition 2023 aujourd'hui 12 juin à l'Hôtel Sheraton Tunis avec M. Sami Ghazali, représentant du ministère des Technologies de la Communication et directeur général de l'économie numérique, de l'investissement et des statistiques et la directrice de l'Agence ICE à Tunis, Francesca Tango.

ADHÉSION AUX BRICS

## L'Égypte dépose sa candidature

L'ambassadeur de Russie au Caire a confirmé, hier mercredi 14 juin, que l'Égypte a officiellement formulé sa demande d'adhérer aux BRICS. Selon lui, le pays souhaite développer le commerce et d'autres types de coopération économique avec Moscou.

«L'Égypte a demandé à rejoindre le groupe des BRICS, parce que l'une des entreprises dans lesquelles les BRICS sont actuellement engagés est le transfert maximal du commerce vers des monnaies alternatives, qu'il s'agisse de monnaies nationales ou de la création d'une sorte de monnaie commune. L'Égypte est très intéressée par cette question», a-t-il expliqué. Selon lui, en général, ce pays souhaite vivement développer le commerce et d'autres types de coopération économique avec la Russie. «Un processus de construction de nouveaux mécanismes de règlement mutuel dans ces

opérations commerciales est actuellement en cours», a-t-il ajouté. Comprendant actuellement cinq pays (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), les BRICS représentent à eux seuls 40% de la population mondiale et près d'un tiers de l'économie mondiale. Beaucoup de pays montrent de l'intérêt pour rejoindre cette organisation. Pour l'instant, l'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Égypte, le Bahreïn et les Émirats arabes unis ont déposé leur candidature officielle, a déclaré plus tôt l'ambassadeur d'Afrique du Sud en Russie, Mzuvukile Maketuka. Selon lui, environ 13 pays au total ont manifesté leur intérêt pour une adhésion. Toutefois, le

nombre de candidats ne cesse de croître. En outre, d'après Anil Soorkal, ambassadeur d'Afrique du Sud auprès des BRICS, relayé récemment par New Zimbabwe, plus de 30 pays ont fait la demande, de manière officielle ou officieuse, pour rejoindre le groupe. Selon ce média, on y compte également l'Afghanistan, le Bangladesh, la Biélorussie, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Mexique, le Nicaragua, le Nigeria, le Pakistan, le Sénégal, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela ou encore le Zimbabwe. En août, l'Afrique du Sud accueillera le prochain sommet du groupe.

Agence

DANS UN CONTEXTE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## La notation de Moody's relève les perspectives bancaires positives de l'Arabie saoudite

Moody's Corp. a également mis en relief la confiance des entreprises du Royaume et les dépenses publiques comme des facteurs clés de l'amélioration de cette notation. Les secteurs de l'économie hors hydrocarbures, où opèrent principalement les banques saoudiennes, connaissent une croissance soutenue. Le système bancaire saoudien est passé de stable à positif dans le classement établi par Moody's Investors Service grâce à des prix du pétrole élevés, un programme de réformes ambitieux et une reprise de la croissance économique. La filiale de notation de crédit obligatoire de Moody's Corp. a également mis en relief la confiance des entreprises du Royaume et les dépenses publiques comme d'autres facteurs clés de l'amélioration de cette notation. Selon le rapport, les secteurs de l'économie hors hydrocarbures, où opèrent principalement les banques saoudiennes, connaissent une croissance soutenue portée par cette dynamique économique.

L'augmentation des dépenses devrait porter la croissance du produit intérieur brut non pétrolier à environ 4,7% en 2023. «La demande de crédit est élevée et les résultats des crédits s'améliorent, ce qui devrait se traduire par des bénéfices importants pour les banques», indique encore le rapport. L'agence a ajouté que les fonds primordiaux persisteraient grâce aux forts capitaux internes générés et à des versements de dividendes flexibles. Moody's estime que les banques saoudiennes seront confrontées à des obstacles en raison de taux d'intérêt plus élevés qui inciteront les déposants à passer à des dépôts à terme plus coûteux, réduisant ainsi les marges d'intérêt. Un autre risque réside dans leur dépendance à l'égard de grands déposants, comme le gouvernement et les établissements publics, précise Moody's. Les prêts au secteur privé devraient également augmenter de 10% cette année, ce qui indique une trajectoire positive dans ce segment.

En outre, la croissance des prêts hypothécaires résidentiels devrait se poursuivre, soutenue par une initiative gouvernementale qui vise à accroître l'accès à la propriété ainsi que des perspectives d'emploi optimistes. Les activités commerciales non pétrolières globales de l'Arabie saoudite se sont améliorées en avril. En effet, la forte demande intérieure a déclenché une augmentation des nouvelles commandes au rythme le plus soutenu depuis septembre 2014, selon une indication rapportée en mai par un autre outil de suivi de l'économie. Le dernier rapport du Purchasing Managers' Index (PMI) de l'Arabie saoudite de la Riyadh Bank, anciennement appelé «S&P Global Saudi Arabia PMI», a montré que le PMI du Royaume est passé à 59,6 en avril, contre 58,7 en mars. Selon cet indice, les lectures PMI supérieures à 50 indiquent une croissance du secteur privé non pétrolier, tandis que celles qui sont inférieures à ce nombre signalent une contraction.

FACE À L'EFFONDREMENT DE LA MONNAIE

## Les fonctionnaires libanais en grève

Le pays fait face à un débrayage civil de deux semaines, nuisant davantage à ses institutions. Les employés de l'administration publique libanaise ont entamé lundi une grève de deux semaines, appelant à une action urgente pour remédier à la dévaluation de leurs salaires et exigeant une augmentation des indemnités de transport. Les employés du secteur public sont payés dans la monnaie locale, la livre libanaise, qui a perdu environ 98 % de sa valeur depuis le début de la crise économique en 2019, entraînant une forte dépréciation des salaires. «L'ensemble de l'administration publique au Liban est fermée», a déclaré Ibrahim Nahal, membre de la Ligue des

employés de l'administration publique au National. Les travailleurs demandent une augmentation des salaires pour «vivre dans la dignité», une allocation de transport juste et équitable et le retour de la couverture médicale et des prestations sociales afin que les fonctionnaires «n'aient pas à mourir à l'entrée des hôpitaux», a déclaré M. Nahal. La valeur de la livre par rapport au dollar continue de chuter dans un contexte d'épuisement rapide des réserves de la banque centrale du Liban. «Les employés de l'administration générale n'ont plus que deux choix : soit mourir, soit quitter leur emploi», a déclaré la ligue. «Pourquoi? L'administration générale est le pilier et l'épine dorsale du

secteur public, le coin fondamental de l'État-providence, le refuge des citoyens. En avril, le cabinet intérimaire du Liban a augmenté les salaires du secteur public et le salaire minimum national dans le but de répondre au mécontentement croissant. Les salaires des travailleurs du secteur public ont été multipliés par quatre, mais l'augmentation a été plafonnée à 50 millions de livres libanaises (environ 530 dollars) par mois. Le cabinet a également pris des mesures pour résoudre le problème du transport, les coûts dépassant souvent les salaires. Les mesures ont été jugées décevantes car elles n'étaient pas indexées sur le dollar. Un taux de change volatil rend toute aug-

mentation de la monnaie locale presque sans valeur. «Ce n'est même pas suffisant pour couvrir les frais de transport, et encore moins pour payer la nourriture et les médicaments», a déclaré M. Nahal à propos des mesures du cabinet. «Les actions de l'État ne nous ont laissé d'autre choix que de faire grève.» Le gouvernement a «exploité» les travailleurs «en acquérant nos efforts, notre travail acharné, notre expertise et nos qualifications aux prix les plus bas», a-t-il déclaré. «Ce n'est plus un secret que la principale raison n'est pas le manque de financement, car il existe de nombreuses sources de financement, mais elles sont gaspillées et détournées», a-t-il déclaré.

POUR SON DÉVELOPPEMENT

## L'Afrique mise plus que jamais sur les hydrocarbures

*Le rapport révèle que le continent dispose de plus de 100 000 km<sup>2</sup> de réservoirs d'eau douce qui peuvent être utilisés pour l'installation de parcs solaires flottants. L'exploitation de 1 % seulement de cette surface se traduirait par une capacité potentielle de 100 GW, soit plus de huit fois la capacité solaire totale installée sur le continent.*

Nicolas Rauline

Quand il a rencontré Elisabeth Borne, la semaine dernière, Ayuk NJ ne s'est pas démonté. « On m'avait dit que ce n'était pas à l'ordre du jour, mais je lui ai répondu : "Moi, je suis là pour vous parler de pétrole et de gaz." Elle a été surprise, mais je l'ai fait. » Ce jeune entrepreneur camerounais, qui préside la Chambre africaine de l'énergie, organisait à Paris l'« Invest in African Energy Forum ». Et, lors de son introduction, il se félicitait de ne pas avoir croisé de manifestants. « D'habitude, partout où je vais, il y a des opposants. Je suis heureux de voir que ce n'est pas le cas à Paris », lançait-il ironique, en référence aux dernières manifestations dans la capitale, qui ont visé par exemple TotalEnergies. Si le forum est passé sous le radar des organisations de défense de l'environnement, c'est peut-être parce qu'on devait y parler énergie au sens large. Mais le centre de toutes les discussions était bel et bien le grand retour du pétrole et du gaz sur le continent. Avec en tête une urgence : donner accès à l'électricité à 600 millions d'Africains (43 % de la population subsaharienne).

### Derrière la Chine et l'Inde pour le raffinage

« Renouvelables ? Pour avoir de l'énergie renouvelable, il faudrait d'abord qu'on ait de l'énergie. Or, on n'en a pas. Nous n'exploitons que 4,5 % de nos ressources pétrolières. Laissez-nous d'abord nous développer, après on pourra parler de renouvelables ! » réplique Didier Budimbu, le ministre des Hydrocarbures de République démocratique du Congo, quand on l'interroge sur un plan de développement dans les renouvelables. Selon l'Investment Report 2023 de

l'Agence internationale de l'énergie, l'Afrique est la région qui a attiré le plus d'investissements dans le gaz naturel liquéfié l'an dernier derrière l'Amérique du Nord. Et la région devrait maintenir son niveau dans les prochaines années derrière les Etats-Unis et le Moyen-Orient. Les investissements dans le raffinage en Afrique devraient excéder ceux au Moyen-Orient cette année, seulement dépassés par la Chine et l'Inde, avec un total d'une dizaine de milliards de dollars, soit le quart des investissements mondiaux. « On ne peut pas parler de nouvel âge d'or, on n'atteint pas la taille des grands projets de Total ou de Shell dans la région, qui investissent des dizaines de milliards de dollars. Mais ce qui est sûr, c'est qu'avec les Etats-Unis et le Moyen-Orient, c'est la seule région du monde où l'on parle encore d'investissements dans les hydrocarbures », affirme Marc-Antoine EylMazzeza, directeur du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Partout sur le continent, les projets foisonnent. A commencer par le mégaprojet de gaz naturel liquéfié (GNL) de TotalEnergies au Mozambique, de 10 milliards de dollars, qui avait été stoppé pour des raisons de sécurité, et qui devrait repartir dans les semaines qui viennent. Les enjeux sont gigantesques : il s'agit d'exploiter 3 milliards d'équivalents barils. Des réserves qui le placent non loin du projet géant russe Yamal LNG (plus de 4 milliards d'équivalents-barils), retardé par les sanctions contre la Russie. Mais le nombre de nouveaux pays africains qui entrent ou vont entrer dans le club des pays producteurs de pétrole et de gaz ne cesse de grandir. L'arrêt de l'exploitation fossile dans d'autres régions du monde, la baisse des coûts d'extraction et l'amélioration des techniques de décarbonation expliquent en partie le phénomène. La

République démocratique du Congo, géant de près de 100 millions d'habitants et grand comme la moitié de l'Union européenne, prétend détenir des réserves de 22 milliards de barils et n'en exploiter que 4,5 %. Il a lancé le processus de mise aux enchères de 27 blocs pétroliers.

### Besoins d'investissements

Son voisin, la République du Congo vient d'inaugurer, elle, sa première unité de liquéfaction de gaz, qui doit produire à terme 3 millions de tonnes par an. Quant au Sénégal, il doit commencer à extraire du gaz au plus tard l'an prochain. Avec ses trois projets en cours, GTA exploité avec la Mauritanie, Sangomar et Yakaar Teranga, ses réserves sont estimées à 650 millions de barils de pétrole et près de 1.000 milliards de mètres cubes de gaz. Les découvertes se multiplient aussi au large de la Namibie, à tel point que le pays ambitionne d'entrer dans les 15 premiers pays producteurs de pétrole au monde en 2035. Les enjeux de développement sont considérables : la Namibie pourrait doubler son PIB en moins de dix ans. Au Sénégal, on parle de 1,3 milliard d'euros de recettes publiques pour les trois premières années d'exploitation. Pour tirer profit au mieux de cette manne, le continent a néanmoins besoin d'investissements. Selon Rystad, il faudrait investir au moins 375 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour maintenir la production actuelle, développer les nouveaux champs et construire le réseau de transport. Or les pressions sont fortes sur les pétroliers et les banques occidentales pour qu'ils cessent de financer les projets fossiles. Ceux-ci attirent donc de plus en plus, en priorité, des sociétés moins exposées et des financiers chinois, indiens ou du Moyen-Orient.

Source : les Echos du 13 juin 2023

NIGERIA

## La SFI et ses partenaires mobilisent 500 millions \$ en faveur de BUA Cement

Le prêt syndiqué servira à financer deux nouvelles lignes de production fonctionnant en partie avec des combustibles alternatifs dérivés des déchets et de l'énergie solaire. La Société financière internationale (SFI) a annoncé, dans un communiqué avoir arrangé un prêt syndiqué de 500 millions de dollars en faveur du groupe cimentier nigérian BUA Cement. La filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé a précisé que le financement comprend un prêt de 160,5 millions de dollars sur le compte propre de la SFI et un prêt de 94,5 millions de dollars par le biais du Programme de portefeuille de

cofinancement (MCP) qu'elle gère. Le reste (245 millions de dollars) provient d'autres membres du syndicat : la Banque africaine de développement (100 millions de dollars), Africa Finance Corporation (100 millions de dollars) et l'institution de financement au développement allemande Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (45 millions de dollars). Le financement devrait permettre à BUA Cement, deuxième groupe cimentier au Nigeria, de développer deux nouvelles lignes de production dans l'Etat de Sokoto, dans le nord du pays. Ces lignes de production fonc-

tionneront en partie avec des combustibles alternatifs dérivés des déchets et de l'énergie solaire. Une fois achevées, elles produiront chacune environ trois millions de tonnes de ciment par an. Le projet devrait générer environ 1 000 emplois directs et 10 800 emplois indirects. « Nous sommes heureux de nous associer à nos partenaires pour soutenir BUA Cement avec un investissement qui stimulera l'industrialisation, créera des emplois et assurera la croissance économique dans le nord du Nigeria, une région ayant un potentiel économique important », a déclaré le directeur général de

la SFI, Makhtar Diop, cité dans le communiqué.

« Nous sommes particulièrement heureux d'avoir passé avec succès le processus rigoureux de la SFI, de la BAD, de l'AFC et de la DEG, qui valide nos pratiques commerciales responsables. En se concentrant sur des carburants plus écologiques et en améliorant ses équipements et notre plateforme logistique, BUA Cement jette les bases d'une croissance durable des infrastructures et d'une société plus inclusive », a souligné de son côté Abdul Samad Rabiou, président et fondateur du groupe BUA Cement.

SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLIC

## Le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal attirent plus de 116 milliards FCFA

Sur le Marché des titres publics de l'UEMOA, un vent d'optimisme souffle. Dans un climat économique résilient, caractérisé par un recul de l'inflation et l'annonce de la BCEAO de maintenir ses taux directeurs, trois Etats membres de l'Union ont clôturé avec succès lors sortie la semaine dernière.

Trois émissions souveraines ont permis au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal de lever conjointement 116,93 milliards FCFA, dépassant ainsi l'objectif initial de 110 milliards FCFA, entre le 7 et le 9 juin derniers sur le Marché des titres publics (MTP) par adjudication de l'UEMOA. Ce montant se décompose respectivement en 28,92 milliards pour le Burkina Faso, 33 milliards pour le Niger et 55 milliards pour le Sénégal.

Dans les détails, le Burkina Faso a ouvert la voie le 7 juin avec une émission de 30 milliards FCFA sur les maturités de 364 jours, 3 ans et 5 ans. L'opération a été couverte à hauteur de 101,76% grâce à l'engagement de 13 investisseurs de l'Union et une forte demande des investisseurs résidents au Burkina. Les rendements des titres émis par l'Etat du Burkina ont atteint 8,25% pour le bon du Trésor de 364 jours, 7,98% pour l'obligation assimilable du Trésor (OAT) de 3 ans, et 7,88% pour celle de 5 ans, nettement au-dessus des taux fixés à l'avance. Le Niger a suivi le 8 juin avec également une émission de 30 milliards FCFA sur les maturités de 182 jours, 364 jours et 3 ans. L'émission a suscité l'intérêt de 19 investisseurs, avec un niveau de couverture de 127,90%, et une participation importante des investisseurs non-résidents au Niger (97,21%). Le rendement moyen pondéré des titres nigériens s'est établi à 7,87% pour les bons du Trésor à 182 jours, 8,04% pour les bons du Trésor à 364 jours, et 8,23% pour les OAT à 3 ans. Là encore, les rendements exigés étaient élevés. Enfin, le Sénégal a clôturé la semaine le 9 juin avec une adjudication ciblée de 50 milliards FCFA. L'émission a enregistré un niveau de couverture de 121,73%, largement soutenu par l'implication significative des Spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) de l'Etat du Sénégal. La participation des SVT résidents au Sénégal a été particulièrement notable, atteignant 92,73%.

AUTOROUTE KRIBI-LOLABÉ (CAMEROUN)

## Les premiers mois d'exploitation révèlent une surévaluation des charges à 408 milliards de FCFA

Après seulement 10 mois d'exploitation de l'autoroute Kribi-Lolabé (38,5 km), qui relie le port en eau profonde au centre urbain, le Cameroun souhaite déjà réviser le contrat de partenariat public-privé (PPP) qui le lie à l'entreprise China Highway Engineering Company (CHEC) pour une durée de 30 ans, a-t-on appris à l'issue d'une réunion d'évaluation de ce PPP, tenue le 7 juin 2023 à Kribi, la cité balnéaire de la région du Sud. Selon le communiqué publié à l'issue de cette réunion présidée par le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, il est notamment question de procéder à un « redimensionnement des

charges, afin qu'elles tiennent compte du trafic réel ». En effet, selon l'accord conclu le 30 décembre 2020, l'Etat du Cameroun doit verser un peu plus de 408,6 milliards de FCFA à l'entreprise chinoise pendant la durée du contrat. Cette somme, qui doit être payée par tranches (appelée loyers), couvre quatre types de charges, précise la direction générale des études techniques (DGET) du ministère des Travaux publics (Mintp) : 66,6 milliards pour « l'amortissement de l'investissement du partenaire dans la réalisation des travaux » ; 109,4 milliards pour « les charges d'exploitation et de maintenance courante (EMC) » ; 166,6

milliards pour « les charges du gros entretien et renouvellement (GER) », et 66 milliards pour « les charges du personnel administratif non affecté à l'exploitation ou à la maintenance, la formation continue du personnel, les frais de suivi du CARPA (Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat), de commissaire aux comptes, les honoraires de conseil, les frais d'actions sociales, les licences de logiciels, le coût des garanties bancaires, les assurances, le support du siège du partenaire privé, les locations ». « Les charges d'EMC regroupent les prestations des services de collecte de péage, de transport de fonds, de gestion de trafic (pa-

trouille, intervention sur événement...) et les services d'entretien de l'autoroute et des équipements d'exploitation (péage, panneaux, véhicules d'intervention...). Et les charges de GER comprennent l'entretien périodique, le renforcement, la réhabilitation et le renouvellement de la structure de chaussée », explique le Mintp. D'un total de 276 milliards de FCFA, leur évaluation a été faite sur la base d'une hypothèse de trafic. Sauf que l'analyse des données des 10 premiers mois d'exploitation de l'infrastructure montre que ces prévisions sont 4 à 5 fois supérieures au trafic réel. D'où la volonté de révision du contrat exprimée par Emmanuel Nganou Djoumessi.

POUR SON « DAVOS RUSSE »

# Poutine mise sur la Chine et le Sud global

En fin de semaine à Saint-Petersbourg, se tient le Spief, forum politicoéconomique, cher au président russe. Les Occidentaux seront absents. Les délégations venues des pays « amis » risquent de ne pas être nombreuses. Plus que jamais, le Kremlin veut compter sur Pékin.

Benjamin Quénelle

C'était le « Davos russe », rituel de Vladimir Poutine à Saint-Petersbourg. Chaque année à la mi-juin, le chef du Kremlin était fier de montrer sa ville natale et d'attirer les investisseurs étrangers. Le Spief, ce forum orchestré pour mobiliser toute l'élite politico-économique russe et séduire le gratin mondial, multipliait panels le jour, fêtes le soir. Seize mois après le début de « l'opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine, « c'est la fin du Spief », confie un habitué européen du rendez-vous. Le forum, longtemps sur l'agenda notamment des patrons du CAC 40, n'est plus que l'ombre de lui-même. Le programme « business » fait pâle figure. Mais, surtout, la liste des convives fait grise mine. Sans surprise, alors que le G7 vient de promettre de nouvelles sanctions contre Moscou et que l'Union européenne prépare un onzième paquet de mesures, les investisseurs occidentaux ne seront pas du rendez-vous à Saint-Petersbourg. Mais, fait inédit, aucun journaliste occidental n'y est cette fois le bienvenu. Comme d'autres, « Les Echos » ont d'abord reçu l'accreditation des organisateurs. Puis le Kremlin est passé derrière : « les pays hostiles seront annulés », confie une source haut placée. Bien sûr, il parle des cartes d'accréditation, pas des pays en tant que tels. Mais le lapsus est révélateur de l'ambiance actuelle.

## Exclu du G8

Le message des autorités : la Russie n'est pas isolée. Le Spief se doit donc d'accueillir dirigeants politiques et hommes d'affaires venus des pays « amis ». L'invité d'honneur, la France en 2018 avec la présence du président Emmanuel Macron, est cette année les Emirats Arabes Unis. Pour ce forum « international », sont attendus des convives africains, asiatiques, sud-américains. Et peut-être même, comme l'an passé, quelques

talibans. Mais, en réalité, les délégations étrangères venues du Sud s'annoncent peu fournies, y compris parmi les BRICS. Depuis qu'il a été exclu du G8 et qu'il a préféré ne pas participer au dernier G20, c'est pourtant désormais officiellement l'arène mondiale préférée de Vladimir Poutine. En tournée quasi-permanente dans le « Sud global », son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, sillonne en particulier les pays d'Afrique. Avec, en vue, le sommet Russie-Afrique prévu fin juillet, également à Saint-Petersbourg. A « l'ordre occidental » dénoncé haut et fort, Moscou veut s'offrir une alternative avec les BRICS. Son principal allié : la Chine. Lorsqu'en mars dernier, sous les ors du Kremlin, les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont retrouvés, ils ont multiplié les « chers amis » et ont célébré une « ère nouvelle » entre Moscou et Pékin. Avec pour projet phare, mais encore bien hypothétique : « Power of Siberia 2 », ce gazoduc mirage qui doit fournir au puissant voisin chinois quelque 50 milliards de m<sup>3</sup> de gaz russe initialement prévu pour l'Europe. « L'affaire du siècle », s'est enthousiasmé Vladimir Poutine. A ses côtés, Xi Jinping s'est montré plus timoré. Mais c'est un fait : le partenariat économique entre les deux vieux ennemis communistes, dont les anciennes méfiances réciproques demeurent, se développe bel et bien. En un an, tous secteurs confondus, leurs échanges commerciaux ont explosé, passant déjà en 2022 à 190 milliards de dollars (+30 %), un record. Cette coopération se concrétise. La Chine a en grande partie remplacé l'Europe pour le pétrole russe. La part du yuan dans les devises utilisées pour le commerce extérieur russe s'est envolée, passant en un an de 0,5 % à 16 %. Dans l'extrême Orient russe notamment, des zones économiques spéciales se mettent en place pour accueillir les investisseurs chinois, par ailleurs très présents dans les coulisses du développement de la « nouvelle voie »

commerciale du nord, en Arctique.

## Afflux de touristes chinois

C'est aussi de plus en plus visible, dans les rues de Moscou, comme dans d'autres grandes villes. Kia et Hyundai, Renault et Volkswagen sont certes toujours omniprésents. Mais ces derniers mois, Haval, Chery et Geely se font une place remarquable. Les voitures chinoises, produites en Russie ou importées, représentent aujourd'hui plus de 40 % des ventes – contre 7 % en 2021. D'ici à 2025, assurent les experts, elles compteront pour près des deux tiers. Autre signe qui ne trompe pas : les hôtels se remplissent de touristes... chinois. La file de leurs bus bondés, spectacle oublié depuis le Covid, commence à de nouveau faire partie du paysage urbain russe. A Moscou, comme à Saint-Petersbourg. L'industrie automobile, comme d'autres secteurs industriels russes, doit par ailleurs recourir aux salvatrices filières chinoises pour compenser les méfaits des sanctions occidentales, maintenir les productions industrielles et satisfaire les besoins d'une société toujours portée sur la consommation. Dans les faits, la Russie devient donc dépendante de la Chine. Vladimir Poutine, qui paradera cette semaine au forum de Saint-Petersbourg, sait que la relation est déséquilibrée. A côté de Xi Jinping, en mars, il a confié être « un peu envieux » de l'efficacité du « bond en avant » de son puissant voisin, du système mis en place « pour développer son économie et renforcer l'Etat ». En Russie, les hommes d'affaires chinois se concentrent d'ailleurs avant tout sur le business, loin des mises en scène politiques. Au « Davos russe », sauf surprise, peu jugeront utile de faire le déplacement.

SOURCE/ LES Echos

FRANCE-ROYAUME-UNI

## Le commerce bilatéral retrouve une « trajectoire de hausse »

Le commerce bilatéral de biens et de services entre la France et le Royaume-Uni a « retrouvé sa trajectoire de hausse pré-Covid » en 2022, après deux années de recul, a noté le 13 juin l'Institut Cross-Channel, organisme lié à la Chambre de commerce franco-britannique, dans son baromètre annuel.

Le commerce bilatéral entre la France et le Royaume-Uni retrouve des chiffres dignes de son rang. L'an dernier, le montant total des transactions de biens et services entre la France et le Royaume-Uni a atteint 111 milliards d'euros, soit une augmentation de 13% par rapport à 2019 et de 42% par rapport à 2021, selon l'Institut Cross-Channel. Les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont totalisé 60 milliards d'euros en 2022 (en hausse de 14% par rapport à 2019), alors que les importations en France depuis le Royaume-Uni se sont élevées à 51 milliards d'euros (+11%), d'après ce baromètre qui met en avant des chiffres en prix courants, non ajustés par rapport à l'inflation. La France « a continué son développement en termes d'exports de biens, tandis que le Royaume-Uni a étendu son influence en matière d'export de services », après deux années « de larges variations dues à l'impact de la pandémie de Covid-19, à la crise énergétique, à la guerre de la Russie en Ukraine et à l'inflation » résume le baromètre. Les équipements liés au transport et les « produits chimiques » (pharmaceutiques ou d'entretien) ont été les principaux biens échangés, représentant à eux deux plus de 30 milliards d'euros en 2022. L'énergie a représenté 6,4 milliards d'euros, avec une forte augmentation des importations françaises due notamment aux difficultés du nucléaire français. Du côté des services, ceux destinés aux entreprises (dont les activités de conseil) ont été le premier pôle d'échanges avec 11,2 milliards d'euros. La technologie a représenté 4 milliards d'euros de transactions, une hausse d'environ 60% par rapport à 2019.

## Une dynamique forte qui se poursuit

« On n'est pas uniquement dans une tendance de rattrapage, mais de continuité », avec une « dynamique forte qui se poursuit au premier trimestre 2023 », a précisé à l'AFP Thierry Drillhon, président de la Chambre de commerce franco-britannique, qui rappelle aussi que cette période a été marquée par le Brexit. Le responsable voit en ces chiffres le début d'un « nouveau chapitre en matière de relations économiques franco-britanniques », notamment à travers la poursuite du développement d'échanges et de coopération économique dans des secteurs clés comme « l'énergie », « la pharmacie » ou encore « l'innovation technologique ». En 2022, la France était le cinquième partenaire commercial du Royaume-Uni, représentant 6% du montant des échanges britanniques, après les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Chine, selon le baromètre.

CHINE

## La reprise économique reste « fragile », selon la Banque mondiale

Malgré une accélération de la croissance chinoise depuis le début de l'année, la reprise économique du pays est encore « fragile », juge la Banque mondiale. L'institution considère d'ailleurs qu'elle est conditionnée au « soutien » des pouvoirs publics, au moment où certains économistes plaident justement pour un plan de relance pour stimuler la croissance. Cette dernière a été relevée de +0,5 points par rapport aux dernières prévisions de mars, à +5,6% désormais pour 2023.

Débarrassée depuis fin 2022 des mesures anti-Covid qui pénalisaient son activité, la Chine a enregistré au premier trimestre une nette accélération de sa croissance (+4,5% sur un an). Mais la reprise s'essouffle et elle reste inégale. « La réouverture (de la Chine grâce à la levée des restrictions sanitaires) a entraîné une reprise (de l'activité), mais celle-ci reste fragile », relève la Banque mondiale dans un rapport consacré à la situation économique du pays, publié ce mercredi 14 juin.

Et de souligner certaines des difficultés de l'économie chinoise : « incertitude persistante » des

ménages concernant la reprise (qui se traduit par un niveau d'épargne élevé nuisant aux dépenses de consommation), difficultés du secteur immobilier, croissance mondiale incertaine qui fragilise les exportations chinoises mais aussi aggravation des tensions géopolitiques...

## Une action des pouvoirs publics attendue

La Banque mondiale estime que, « pour remédier à certaines de ces vulnérabilités, des mesures allant au-delà du soutien macroéconomique à court terme seront nécessaires ». Des économistes pressent justement le gouvernement chinois de recourir à un vaste plan de soutien pour soutenir la croissance. Mais les autorités semblent pour l'heure écarter cette option. Elles ont toutefois consenti ces derniers jours à quelques ajustements de taux d'intérêt, mais de l'avis d'analystes l'impact de ces mesures devrait être limité.

« Une reprise plus rapide du marché de l'emploi pourrait stimuler la confiance (des ménages) et contribuer à une croissance plus forte de la consommation », un des moteurs pour la reprise, souligne la Banque mondiale. Le taux de chômage

des Chinois âgés de 16 à 24 ans a atteint en avril un niveau record de 20%. Le chiffre du mois de mai sera dévoilé ce jeudi.

## Croissance relevée, mais encore faible

Malgré les défis auxquels le pays fait face, son produit intérieur brut (PIB) devrait croître de +5,6% cette année, selon une prévision revue à la hausse de la Banque mondiale. La précédente en mars tablait sur +5,1%. Soit des niveaux quasi similaires aux estimations de l'OCDE, qui table sur une croissance chinoise cette année à +5,4% (+0,1 point par rapport à ses prévisions de mars) et à +5,1% l'an prochain (+0,2 point).

Le gouvernement chinois s'est lui fixé un objectif d'« environ +5% », l'un des plus faibles depuis des décennies. Ce serait toutefois mieux que 2022, où son produit intérieur brut (PIB) a augmenté de +3%. Reste que même ce seuil pourrait être difficile à atteindre, a déjà averti le Premier ministre chinois Li Qiang.

CAC 40

## Les investisseurs attentistes en amont de la Fed

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note stable mercredi matin, les investisseurs limitant leurs prises de risques à quelques heures des décisions très attendues de la Réserve fédérale.

Vers 8h15, le contrat 'future' - livraison fin juin - sur l'indice CAC 40 recule d'à peine deux points à 7291,5 points, laissant entrevoir de faibles écarts en début de séance.

Le marché parisien a jusqu'ici signé un rebond poussif en début de semaine (+1,1% en deux séances), porté par la conviction que la Fed ne touchera pas à ses taux d'intérêt, ce qui constituerait une première depuis début 2022.

Mais les investisseurs savent bien que les responsables de la banque centrale américaine restent divisés en interne quant au verdict de politique monétaire, qui tombera dans la soirée.

'Plusieurs gouverneurs et le président de la Fed, Jerome Powell, souhaitent (...) faire une pause en juin pour mieux évaluer l'impact des hausses de taux déjà adoptées et des récentes tensions au sein du secteur bancaire', explique César Perez Ruiz, directeur des investissements chez Pictet Wealth Management.

Si la résistance de l'économie américaine plaide en faveur d'un resserrement, le reflux de l'inflation, attestée encore hier par les chiffres des prix à la consommation, milite lui pour un 'statu quo'.

Les économistes et analystes estiment toutefois en grande majorité que l'institution devrait attendre sa réunion de la fin juillet pour resserrer sa politique monétaire.

'Une pause à court terme est probable mais les débats continueront de faire rage', prévient Emmanuel Auboyneau, gérant associé d'Amplegest. Dans ce contexte d'attente, le dollar se reprend timidement face à l'euro, qui revient autour de 1,0780 après avoir fait preuve d'une certaine fermeté depuis le début de la semaine en vue de la réunion de la BCE.

Sur le marché des Treasuries, les échanges sont plus nerveux et le rendement du papier à dix ans campe sous les 3,84%, les investisseurs se mettant visiblement sur la touche en perspective du communiqué de la Fed. Dans l'attente des annonces de la Fed, les investisseurs prendront connaissance dans la journée d'une série d'indicateurs qui leur permettront d'apprécier la vigueur de l'économie des deux côtés de l'Atlantique. Sont attendus, en Europe, les chiffres de la croissance britannique et de la production industrielle en zone euro, qui ne devraient révéler rien de bon. Aux Etats-Unis paraîtront, en début d'après-midi, les prix à la production industrielle au titre du mois de mai.

PARIS

## Reste en vert en attendant les annonces de la Fed

La tendance de légère hausse à l'oeuvre depuis lundi se poursuit et la bourse de Paris gagne près de 0,6% ce matin, autour des 7335 points, notamment tirée par Renault (+2,9%) et Teleperformance (+2%).

**A**u cours des deux premières séances de la semaine, le marché parisien s'est arrogé +1,1%, porté par la conviction que la Fed ne touchera pas à ses taux d'intérêt, ce qui constituerait une première depuis début 2022.

Mais les investisseurs savent bien que les responsables de la banque centrale américaine restent divisés en interne quant au verdict de politique monétaire, qui tombera dans la soirée. 'Plusieurs gouverneurs et le président de la Fed, Jerome Powell, souhaitent (...) faire une pause en juin pour mieux évaluer l'impact des hausses de taux déjà adoptées et des récentes tensions au sein du secteur bancaire', explique César Perez Ruiz, directeur des investissements chez Pictet Wealth Management. Si la résistance de l'économie américaine plaide en faveur d'un resserrement, le reflux de l'inflation, attestée encore hier par les chiffres des prix à la consommation, milite lui pour un 'statu quo'.

Les économistes et analystes estiment toutefois en grande majorité que l'institution devrait attendre sa réunion de la

fin juillet pour resserrer sa politique monétaire.

'Une pause à court terme est probable mais les débats continueront de faire rage', prévient Emmanuel Auboyneau, gérant associé d'Amplegest. Dans l'attente des annonces de la Fed, les investisseurs prendront connaissance dans la journée d'une série d'indicateurs qui leur permettront d'apprécier la vigueur de l'économie des deux côtés de l'Atlantique.

Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance d'un recul de la production industrielle en Grande-Bretagne au mois d'avril, confirmant les difficultés actuellement rencontrées par le secteur. Après une hausse de 0,7% en mars, la production industrielle britannique s'est repliée de 0,3% en avril, a annoncé mercredi l'institut national de la statistique (ONS), là où les économistes attendaient plutôt une baisse de 0,1%.

Toujours sur le front des statistiques, sont attendus aujourd'hui les chiffres de la production industrielle en zone euro et aux USA.

Dans l'actualité des sociétés françaises,

Casino gagne près de 20% sur le SBF 120, après avoir indiqué avoir reçu une lettre d'intention préliminaire de Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Moez-Alexandre Zouari relative à une proposition de renforcement de ses fonds propres.

TotalEnergies annonce avoir signé un accord-cadre avec l'entreprise américaine NextDecade pour participer au développement du projet Rio Grande LNG (RGLNG), une usine de liquéfaction de gaz naturel (GNL) située dans le sud du Texas.

ArcelorMittal et LanzaTech Global annoncent le démarrage réussi de la production des premiers échantillons d'éthanol par l'installation phare de capture et d'utilisation du carbone (CCU) d'ArcelorMittal à Gand, en Belgique. Enfin, Icade annonce avoir signé le protocole définitif avec Primonial REIM et les actionnaires minoritaires d'Icade Santé et d'IHE, confirmant ainsi l'organisation de la cession totale de son portefeuille de santé pour une valorisation de 2,6 milliards d'euros.

### POINT-MARCHÉS

## Faibles variations en Europe avant les décisions de la Fed

**L**es principales Bourses européennes évoluent sur de faibles variations mercredi en matinée, la prudence étant de mise avant les annonces de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) en soirée.

À Paris, le CAC 40 prend 0,39% à 7.318,91 points vers 07h50 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,14% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,22%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,32%, le FTSEurofirst 300 de 0,27% et le Stoxx 600 de 0,31%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une légère hausse pour le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq qui ont touché tous deux mardi un sommet de 14 mois, tandis que le Dow Jones pourrait refluer de 0,1%.

Les investisseurs se montrent prudents avant la publication à 18h00 GMT des décisions de la Fed au lendemain d'une séance dans le vert des marchés d'actions marquée par le renforcement du scénario d'une pause provisoire dans la remontée des taux de la banque centrale.

Si les prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis ont ralenti plus que prévu en mai, ils notent que le "core CPI" reste élevé, ce qui rend incertain la trajectoire des taux dans les mois à venir.

Reflète de cette incertitude, les marchés monétaires tablent avec une

probabilité de plus de 90% sur un statu quo sur les taux ce mercredi mais prévoient avec une probabilité de plus de 60% une reprise du renchérissement du coût du crédit le mois prochain, signe que l'actuel cycle de resserrement monétaire est loin d'être terminé.

En Bourse, la tendance positive sur le Stoxx 600 est emmenée par le compartiment défensif de l'immobilier (+1,45%), tandis que les nouvelles technologies (-0,11%) sont victimes de prises de bénéfice.

A Paris, Casino bondit de 15,3%, le distributeur ayant annoncé mercredi avoir reçu une proposition du trio d'hommes d'affaires constitué par Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Moez-Alexandre Zouari pour un renforcement de ses fonds propres jusqu'à un montant de 1,1 milliard d'euros.

Dans son sillage, le secteur de la distribution est bien orienté avec notamment Rallye, la maison mère du groupe stéphanois, qui s'envoie de 24,73%, tandis que Carrefour prend 1,32%.

Ailleurs en Europe, Logitech (-8,69%) accuse l'une des plus fortes baisses du Stoxx 600 après l'annonce du départ de son PDG Bracken Darrell, tandis que le groupe britannique Entain, propriétaire de la société de paris Ladbrokes, plonge de 9,98% après l'annonce du rachat du groupe polonais STS Holdings pour 750 millions de livres (695 millions d'euros).

### LA VALEUR DU JOUR EN EUROPE - SHELL

## Augmentation des dividendes et réduction des investissements

**C**ompagnie pétrolière anglo-néerlandaise, Shell gagne 0,5% à 27,27 euros à Amsterdam après avoir dévoilé sa nouvelle stratégie en amont de sa journée investisseurs. Sa stratégie vise à "créer plus de valeur avec moins d'émissions et à accroître les rendements des actionnaires grâce à une transition énergétique équilibrée". Le groupe a déclaré mercredi vouloir augmenter le dividende par action d'environ 15%, à compter du dividende intérimaire du deuxième trimestre 2023, payable en septembre.

Le groupe commencera à racheter des actions pour un montant d'au moins 5 milliards de dollars au cours du deuxième semestre 2023, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Grâce à une combinaison de dividendes et de rachats d'actions, Shell souhaite accroître la rémunération de ses actionnaires pour la porter à 30-40% de son flux de trésorerie opérationnel (CFFO), contre 20 à 30% précédemment.

Sur ce sujet, UBS estime que "le dividende en hausse de 15% est conforme à ses prévisions et

proche des attentes des investisseurs qui tablent sur une augmentation de 15 à 20%". L'analyste a par ailleurs maintenu sa recommandation à l'Achat sur le titre de Shell avec un objectif de cours inchangé à 2 750 pence.

En outre, Shell continuera d'investir dans la sécurité de l'approvisionnement en énergie, et se montrera actif pour réduire ses émissions de carbone. Le groupe va développer son activité gazière intégrée et maintenir sa position de leader sur le marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL). Il envisage également renforcer sa bonne position dans le secteur "Upstream" (production de pétrole et de gaz) pour assurer la longévité des flux de trésorerie en stabilisant la production de liquides à l'horizon 2030.

Shell prévoit d'investir 10 à 15 milliards de dollars entre 2023 et 2025 pour soutenir le développement de solutions énergétiques à faible teneur en carbone, notamment les biocarburants, l'hydrogène, la recharge des véhicules électriques et le captage et le stockage du carbone.

Cours du : 13 Juin 2023 Valeur : 15 Juin 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136,0110	136,0260
1	EUR	EURO	146,8647	146,9353
1	GBP	POUND STERLING	170,8896	170,9514
100	JPY	JAPANESE YEN	97,4710	97,5027
1	CNY	CHINESE YUAN	19,0002	19,0044
1	CHF	SWISS FRANC	150,4047	150,4879
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	101,8046	101,8464
1	DKK	DANISH KRONE	19,7112	19,7162
1	SEK	SWEDISH KRONA	12,6542	12,6591
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12,6310	12,6359
1	AED	UAE DIRHAM	37,0259	37,0401
1	SAR	SAUDI RIYAL	36,2648	36,2707
1	KWD	KUWAITI DINAR	442,4561	442,6489
1	TND	TUNISIAN DINAR	43,5144	43,9517
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13,4362	13,4377
1	LYD	LIBYAN DINAR	28,1497	28,2940
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA	3,9596	3,9608
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181,2821	181,2821

GRÂCE À UNE INTERFACE CERVEAU-MOELLE ÉPINIÈRE

## Un homme paraplégique peut de nouveau se déplacer

Un dispositif alliant technologies et intelligence artificielle a permis pour la première fois à une personne paraplégique de se déplacer, de contrôler volontairement ses mouvements et leur amplitude.

**C'**est une première mondiale. Un homme paraplégique a pu retrouver un contrôle naturel de sa marche par la pensée grâce au couplage de deux technologies qui rétablissent une communication entre son cerveau et sa moelle épinière. "J'ai regagné de la liberté", se réjouit Gert-Jan atteint d'une lésion de la moelle épinière au niveau des vertèbres cervicales suite à un accident de vélo il y a une dizaine d'années. Ce Néerlandais de 40 ans peut désormais se tenir debout, se déplacer et même monter un escalier. "Au départ, il était incapable de mettre un pied devant l'autre", a rapporté la chirurgienne suisse Jocelyne Bloch, professeure au centre hospitalier universitaire vaudois. Ce résultat est le fruit de plus de dix ans de recherche par des équipes en France et en Suisse.

### Contrôler par la pensée le mouvement des jambes

Avant lui, d'autres patients qui



ne pouvaient plus bouger leurs jambes ont bénéficié d'avancées leur permettant de marcher. Mais pour la première fois, cet homme peut de nouveau contrôler par la pensée le mouvement de ses jambes et le rythme de ses pas. Une prouesse rendue possible via l'association de deux technologies implantées dans le cerveau et la moelle épinière, explique à l'AFP Guillaume Charvet, chercheur au CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), partie prenante du

projet. La moelle épinière, contenue par la colonne vertébrale, prolonge le cerveau et commande de nombreux mouvements. Ces derniers peuvent donc être irrémédiablement perdus si le contact avec le cerveau est abîmé.

### Un dispositif de décodage des signaux électriques

Des électrodes développées par le CEA ont été implantées chez le patient paralysé, au-dessus de la région du cerveau qui est responsable des mou-

vements des jambes.

Ce dispositif permet de décoder les signaux électriques générés par le cerveau lorsque nous pensons à marcher. Parallèlement, un neurostimulateur connecté à un champ d'électrodes a été positionné sur la région de la moelle épinière qui contrôle le mouvement des jambes.

Grâce à des algorithmes basés sur des méthodes d'intelligence artificielle, les intentions de mouvement sont décodées en temps réel à partir des enregistrements du cerveau. Ces intentions sont ensuite converties en séquences de stimulation électrique de la moelle épinière, qui à leur tour activent les muscles des jambes pour réaliser le mouvement désiré.

Les données sont transmises via un système portable placé sur un déambulateur ou dans un petit sac à dos, permettant au patient de se passer d'aide extérieure.

POUR CONQUÉRIR L'ESPACE

## Un robot origami

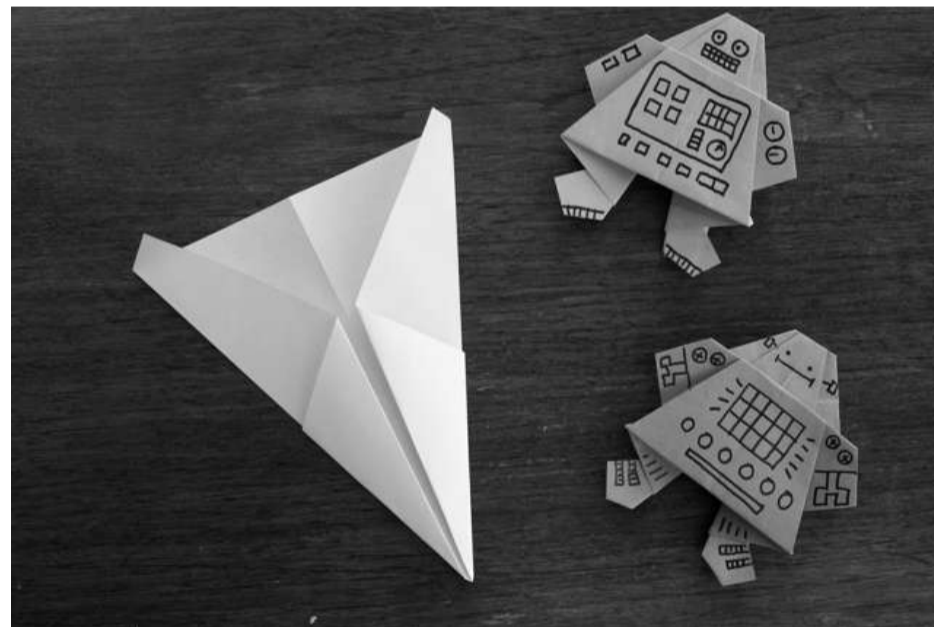
**D**es scientifiques de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne ont dévoilé lundi 12 juin un robot capable de modifier sa forme de manière autonome.

Il peut réaliser diverses tâches normalement assurées par différents automates. De quoi gagner de l'espace et économiser de l'argent.

Le fonctionnement de Mori3 s'inspire de l'intelligence en essaim et du maillage polygonal.

L'art japonais du pliage de papier n'en finit pas d'inspirer le monde de l'industrie, et notamment celui de la robotique. Une équipe de chercheurs de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne a dévoilé lundi 12 juin sa dernière innovation qui, contrairement aux apparences, n'est pas une version robotisée du jeu Triomino ! Il s'agit de Mori3, un robot constitué de modules triangulaires en deux dimensions capable de se transformer, en toute autonomie, en un objet en 3D.

«Notre objectif avec Mori3 est de créer un robot modulaire, semblable à un origami, qui peut être assemblé et désassemblé à volonté en fonction de l'environnement et de la tâche à accomplir», explique Jamie Paik, directrice du laboratoire de robotique reconfigurable. Grâce à cette habilité, le robot peut réaliser diverses tâches normalement effectuées par différents automates. D'ailleurs, Mori3 a été conçu notamment pour être utilisé à bord des vaisseaux spatiaux qui ne possèdent pas suffisamment d'espace pour embarquer un robot pour chaque tâche à effectuer. «Bien entendu, un robot polyvalent comme le Mori3 sera moins efficace que des robots spécialisés dans certains domaines. Cela dit, le principal argument de vente de Mori3 est sa polyvalence», résume Jamie Paik.



## Le retour des "dumbphones"

Depuis quelques années, on observe une tendance croissante à délaisser les smartphones tape-à-l'œil pour revenir à des téléphones plus simples et plus classiques, que beaucoup appellent "dumbphones".

Êtes-vous fatigué d'être constamment collé à votre smartphone ? Le défilement incessant et abrutissant de la liste des choses à faire ? Le barrage constant de notifications et la pression d'être connecté au monde 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ? Vous n'êtes pas seul.

Ces dernières années, les gens ont de plus en plus tendance à abandonner leurs smartphones tape-à-l'œil pour revenir à des téléphones plus simples et plus classiques, que beaucoup appellent affectueusement "dumbphones".



POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

## 3 applications canadiennes

Environ 40 % de toute la nourriture produite dans le monde est gaspillée chaque année, selon le World Wildlife Fund Canada. Les aliments non consommés et jetés produiraient environ 3,3 gigatonnes de CO<sub>2</sub>, faisant du gaspillage alimentaire le 3<sup>e</sup> émetteur de gaz à effet de serre (GES) le plus important au monde. Pour lutter contre ce fléau, il existe plusieurs outils et applications mobiles s'attaquant au gaspillage. CScience vous propose 3 innovations canadiennes pour réduire votre empreinte carbone, et même faire des économies !

L'innovation technologique s'intéresse de plus à plus aux moyens de mesurer l'impact écologique de nos gestes au quotidien. L'empreinte écologique est déterminée en partie par la quantité de déchets que nous produisons, comme le dioxyde de carbone. La quantité de CO<sub>2</sub> émise par une personne ou un pays correspond par définition à son empreinte carbone, qui s'intègre à l'empreinte écologique. De plus en plus d'applications s'attardent à réduire le gaspillage en nous amenant, par exemple, à acheter des items usagers ou des produits alimentaires à rabais, avant que ceux-ci ne soient jetés à la poubelle, ou encore, à faire des choix éclairés et plus écologiques lors de nos séances de magasinage.

Pensons à FoodHero, cette application montréalaise qui, dans le secteur alimentaire, a fait parler d'elle durant la pandémie, alors qu'une bonne partie de la marchandise se retrouvait en surplus dans les épicerie et magasins. L'application FoodHero utilise la géolocalisation pour nous aider à trouver des options dans une épicerie près de chez nous. Elle nous fait profiter d'offres avantageuses sur des produits dont la date de péremption approche et qui, pour cette raison, sont vendus à rabais dans des épicerie et commerces à proximité.

En plus, l'appli nous donne l'empreinte carbone associée à notre panier d'épicerie ! Lorsque vous sélectionnez un article, elle calcule automatiquement le nombre de kilos de CO<sub>2</sub> que vous avez économisés. Vous voyez aussi le poids total approximatif des aliments que vous avez sauvés des décharges. Les marchands ont également accès à ces chiffres pour leur magasin.

Si l'application n'est pas totalement gratuite, elle demeure une option efficace pour lutter contre le gaspillage. Les avancées en matière d'intelligence artificielle dite « générative » permettent aujourd'hui de disposer d'un assistant personnel en cuisine.



RENAULT HUMAN FIRST VISION (2023)

## Un roi de l'électro

Présenté au salon VivaTech, le Renault Human First Vision sert de démonstrateur de toutes les hautes technologies du groupe dans un futur proche. Et son style pourrait se retrouver sur des modèles de série.



Le Renault Human First Vision que montrera la marque au losange au salon Viva Technology annonce-t-il un futur modèle de production ? Pas exactement puisque cette fois, c'est plutôt sa technologie que met en avant le constructeur français. Dans son communiqué officiel, Renault parle de l'écosystème « Software République », où la marque figure avec Atos, Dassault Systèmes, Orange, STMicroelectronics, et Thales pour plancher sur les « solutions de mobilité durables du futur ». Le Human First Vision arbore bien un losange Renault mais il sert de démonstrateur des technologies sur lesquelles travaille l'équipe de cette

« Software République ». Le design de ce concept-car se retrouvera-t-il en partie sur un modèle de série ? Assorti d'après le communiqué de Renault (dont les éléments de langage fleurissent bon la « startup nation » et multiplie les termes anglais) d'un double numérique, le Human First Vision regrouperait « pas moins de vingt innovations concrètes et opérationnelles ». Renault évoque « un accès sécurisé et innovant au véhicule par biométrie, une expérience sonore unique dans l'habitacle, une autonomie et une charge optimisées de la batterie, une veille et une assistance de l'état de santé du conducteur et du véhicule ainsi qu'une protection des occupants et des

autres usagers de la route grâce à des alertes prédictives ». Le véhicule a été développé en six mois par une équipe de 100 personnes. L'intérieur du Human First Vision est un concentré de technologie.

### Et le design ?

Renault ne dit rien sur le groupe motopropulseur équipant ce démonstrateur, qu'on imagine évidemment 100% électrique pour être dans l'air du temps. On se demande aussi si son design, qui reprend l'esprit du Scenic Vision vu pour la dernière fois au Mondial de l'automobile 2022, se retrouvera (au moins en partie) sur un futur modèle de série. Par exemple sur le prochain Rafale ?

APRÈS L'AVOIR DÉDAIGNÉE

## Toyota se lance à fond sur l'électricité

Toyota opère sa grande mue vers la mobilité "zéro émission", domaine dans lequel il est encore un acteur très secondaire. Mais les récentes annonces du leader mondial laissent entrevoir des lendemains électriques qui chantent, avec notamment le lancement de batteries "solides" dès 2026.

Aérodynamisme amélioré, réduction du poids, densité énergétique des batteries optimisée et recharge toujours plus rapide, tout en visant des coûts de production réduits de 20% : Toyota vise haut pour les modèles qu'elle lancera à partir de 2026.

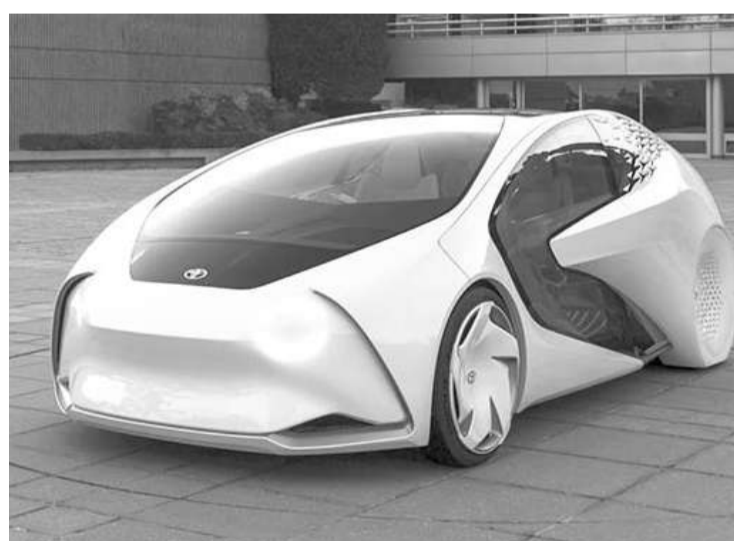
Depuis que Koji Sato a officiellement pris la tête de Toyota en avril dernier, le premier constructeur mondial a entamé un spectaculaire changement de stratégie en matière de motorisations électriques, domaine dans lequel il est encore un acteur mineur avec 25 000 voitures écoulées l'an dernier.

Mais les temps changent, et les ambitions sont fortement revues à la hausse. Lors d'un symposium technique organisé en début de semaine, la marque a réaffirmé son ambition de vendre dans le monde entier quelques 1,5 million de véhicules électriques par an, et ce dès 2026.

En parallèle, la firme travaille à la mise au point de batteries à l'état solide (l'électrolyte, liquide conducteur dans lequel baignent les anodes et cathodes, est remplacé par des matériaux à forte densité énergétique sous forme solide) qu'il pourrait commercialiser en masse dès 2027-2028.

Et Toyota, ambitieux, d'annoncer viser une autonomie de 1 000 km pour certains modèles lancés à partir de 2026. « Ce que nous voulons, c'est changer l'avenir avec les BEV », a déclaré l'un des responsables de l'entreprise. « Nous lancerons les VE à batterie de nouvelle génération à l'échelle mondiale et en tant que gamme complète sur le marché à partir de 2026. »

Ces objectifs passent par une réorganisation de la chaîne de développement et de production, avec notamment la mise en place d'une BEV Factory (BEV signifiant véhicule électrique à batterie), lancée au mois de mai. « Cette unité doit à la fois piloter la mue technolo-



gique des voitures, de leur mode de production, et notre façon de travailler », déclare Toyota. « Et à l'horizon 2030, 1,7 million de notre production globale sera le fruit de cette BEV Factory. »

Si la batterie à l'état solide est un marqueur important, Toyota promet aussi des surprises techniques, à l'image d'une boîte manuelle sur certains modèles électriques (!), pour les nostalgiques du moteur à essence. Il est aussi question de logiciels incluant des mises à jour à distance, comme chez Tesla, ou bien encore de recharge ultra-rapide, avec un 10-80% en moins de 20 minutes.

Cela signifie aussi qu'une grande partie de la production concernera encore des modèles à propulsion thermique traditionnelle, mais aussi d'autres technologies telles que l'hydrogène.

De fait, l'entreprise conservera une approche « régionale », adaptée aux demandes des zones dans lesquelles elle est déployée. Mais il n'est pas impossible que la marque réoriente ses ambitions vers toujours plus d'électrique, en fonction de l'évolution des différents marchés.

TESLA

## Les grosses difficultés de mise au point du Tesla Cybertruck

La mise au point du Tesla Cybertruck ne semble pas avoir été un long fleuve tranquille. Voilà aussi pourquoi l'engin a eu tant de retard...

Le Tesla Cybertruck ne ressemble à aucune autre voiture du monde. Et le développement technique d'un tel engin semble relever aussi du véritable défi. C'est ce qui transparaît de documents internes publiés par un « lanceur d'alerte » et relayé notamment par les journalistes de Wired. Les documents en question ont été consultés par un ingénieur « vétéran » de l'automobile, qui s'est dit étonné du genre des problèmes rencontrés sur les prototypes de développement.

Selon les documents en question, la conception du Cybertruck a posé de nombreux problèmes graves. Les ingénieurs n'arrivaient pas à obtenir une étanchéité correcte, ce qui générait des nuisances sonores gênantes lors du roulage en plus de fuites. Le comportement dynamique des prototypes était également mauvais, avec un fort niveau de roulis et des « secousses structurelles » lors de la conduite. Le freinage était aussi mauvais, jugé à un niveau insuffisant par rapport aux standards des véhicules de production.

### Des problèmes sans doute corrigés depuis

Sachant que les rapports diffusés par le « lanceur d'alerte » datent du 25 janvier 2022, ces problèmes ont probablement été résolus depuis et ils expliquent sans doute les nombreux retards dans le lancement du Cybertruck, désormais planifié pour cet été avant que sa production augmente en cadence. Tesla pourrait finalement en construire plus de 350 000 chaque année, selon la demande.

ÉTATS-UNIS :

## Hausse massive et inattendue des réserves de pétrole brut

Les réserves commerciales de pétrole brut ont fortement augmenté la semaine dernière aux États-Unis, selon des chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), prenant par surprise le marché. Lors de la semaine achevée le 9 juin, les stocks commerciaux ont progressé de 7,9 millions de barils, alors que les analystes anticipaient un reflux de 1,5 million de barils, selon un consensus établi par l'agence Bloomberg.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 15 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ANP

## 18 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Dix-huit (18) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations menées durant la période du 07 au 13 juin, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 07 au 13 juin 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des détachements de l'ANP ont arrêté (18) éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations, tandis que d'autres détachements ont saisi, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, un (01) fusil mitrailleur FMPK, un (01) fusil à lunette, (04) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et (03) grenades".

Dans le même contexte, "les services de sécurité de l'ANP ont arrêté un (01) brigand, à Tamanrasset. Il s'agit du dénommé 'Hounati Sid Amer' dit 'Bibi'. Le criminel qui avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, a été présenté devant les instances judiciaires auprès du tribunal de Tamanrasset où il a été placé sous mandat de dépôt pour les chefs d'inculpation: port et transport d'arme à feu et des munitions sans autorisation et crime de semer l'effroi au sein de la population", note la même source.

DÉCÈS DU CHEIKH MOHAMED TAHAR AÏT ALDJET

## Condoléances du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé mercredi un message de condoléances à la famille de l'éminent Cheikh Mohamed Tahar Aït Aldjet, décédé à l'âge de 106 ans.

"C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que nous avons appris la disparition de l'éminent Cheikh Mohamed Tahar Aït Aldjet, érudit, moudjahid et compagnon des chouhada, imam et prédicateur dévoué, puisse le Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde", lit-on dans le message de condoléances du président de la République.

"Le peuple algérien perd en ce grand homme, un moudjahid, un Imam dé-



voué dans sa mission et un éminent savant qui a consacré sa vie à la prédication, en privilégiant la modération et en appelant au respect des préceptes de notre sainte religion et des valeurs de tolérance et de fraternité. Les Algériens qui appréciaient tant ses

interventions et ses valeureuses contributions sont affligés par sa disparition", a écrit le Président Tebboune.

"En cette douloureuse épreuve, je présente à sa famille, à ses proches et à tous ceux qui l'ont connu et aimé mes condoléances

les plus attristées et mes profonds sentiments de compassion, priant Allah le Tout Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les saints", conclut le message du Président Tebboune.

TRAFIC AÉRIEN

## Airbus prévoit un doublement de la flotte mondiale d'ici 2030

Entre 2023 et 2042, le trafic domestique chinois devrait être multiplié par 3,3 et les vols intérieurs indiens par 5. L'avion a encore de beaux jours devant lui, à en croire le constructeur européen Airbus : la croissance du trafic aérien mondial et le remplacement par les compagnies aériennes de leurs avions par des appareils émettant moins de CO2 devraient conduire au doublement de la flotte mondiale dans les 20 prochaines années. Dans ses prévisions

annuelles, publiées mercredi à quelques jours de l'ouverture du Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, l'avionneur européen table sur un besoin de 40.850 avions passagers et cargo neufs d'ici à 2042, portant la flotte mondiale à 46.560 appareils, contre 22.880 début 2020. Cette estimation est en légère hausse (3,4%) par rapport à la précédente publiée avant le salon de Farnborough, en juillet 2022.

Si Airbus table sur davantage d'avions

neufs, il anticipe que les appareils destinés à répondre à la croissance du trafic aérien seront un peu moins nombreux (23.680 contre 24.050 lors des précédentes prévisions), mais que le besoin en avions destinés à remplacer des appareils de génération précédente sera plus important (17.170 avions, contre 15.440 auparavant). Le nombre d'avions déjà en service et qui le seront toujours en 2042 est donc revu à la baisse, de 7.440 à 5.710 appareils.

Chronique Eco  
d'Anouar  
El Andaloussi

## « Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts »

Les Etats européens viennent de constater, à leurs dépens, la vérité de cette assertion. En effet, la vassalisation de l'Europe aux Etats Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale commence à devenir coûteuse au plan économique ; alors que la contrepartie est réellement mince depuis la fin de la guerre froide et l'émergence de nouvelles puissances économiques.

La crise sanitaire et la guerre d'Ukraine ont fissuré les différents pactes de solidarité et de défense mutuelle pour «un soi-disant destin commun de la civilisation occidentale judéo-chrétienne» et ses satellites asiatiques et latino-américaines.

Face à la crise sanitaire de la Covid-19, on a observé la concurrence de ces Etats soit pour la fabrication des vaccins, soit pour l'acquisition des matières premières et autres produits parapharmaceutiques. On a même procédé à des fermetures des frontières entre ces Nations, longtemps solidaires face à l'ennemi du sud ou de l'orient.

Face à la crise ukrainienne et ses retombées économiques, la situation s'est compliquée davantage. Les sanctions contre la Russie décidées par les USA se sont retournées contre l'Europe mais au grand profit des américains qui trouvent un débouché pour leur gaz de schiste dont la vente n'est possible qu'à un certain niveau de prix, vu ses coûts de production. Le prix payé aujourd'hui est parfois le quadruple du prix du gaz russe avant la crise. En une année, l'économie européenne est passée en récession, avec en prime un hiver pas doux pour la population et une inflation à deux chiffres que l'Europe n'a pas connue depuis plusieurs décennies ; alors que l'économie américaine se porte bien et même un plein emploi en prime. Seul point négatif, l'inflation. Et c'est encore sur cette question que les américains vont encore défendre leurs intérêts, quitte à froisser leurs « Amis ».

Un ensemble de mesures budgétaires et monétaires ont été mises en œuvre pour faire face à l'inflation et pour protéger le dollar dans le cadre d'une loi spéciale dite loi anti inflation (Inflation Reduction Act, IRA). Par cette loi, l'Etat fédéral engage des dépenses massives pour l'investissement et le soutien au système de

santé à travers des subventions et des crédits d'impôts aux entreprises et aux ménages.

Les subventions aux entreprises américaines vont mettre les entreprises européennes, particulièrement dans l'industrie verte (voiture électrique, équipements des énergies renouvelables...), en difficulté sur le marché américain, c'est une forme déguisée du protectionnisme dont les américains sont très ingénieux pour le faire passer en douceur.

De telles mesures ne sont pas conformes aux règles de l'OMC, mais ça c'est un autre débat. Les doléances des Européens, dont la visite de Macron aux USA en est l'illustration, n'ont pas reçu de réponses sur cette question. Les intérêts des Etats passent avant les Amis, s'il y en a. Ces deux attitudes américaines très franchement intéressées et hostiles (énergie et IRA) vont créer, sans aucun doute, une fracture au sein de l'UE, c'est peut-être l'autre objectif stratégique et intéressé des américains.

La recomposition, du moins sur le plan économique, a commencé, le reste est plus facile... L'année 2023 apportera la réponse.